



43^{èmes} Assises
de l'Union de la
Presse Francophone



Jeunes et Médias : les défis du numérique



Dakar - nov. 2014

Ouverture des 43èmes Assises de l'UPF



Séance solennelle d'ouverture

Sous la Présidence de Mahammed Boun Abdallah Dionne,
Premier Ministre de la République du Sénégal

Hervé Bourges,

Représentant de Monsieur Abdou Diouf, secrétaire Général de l'OIF

Abdelmounaïm Dilami,

Président de l'UPF

Abdou Gningue,

Président de la section UPF du Sénégal

Conférence inaugurale

avec Youssou N'Dour,

*Ministre de la Culture et du Tourisme
artiste, éditeur de presse*

Animateur : Loïc Hervouët

Hervé Bourges donne lecture d'un message envoyé par Abdou Diouf

«Médias francophones

Le 21 novembre, Tidiane Dioh, responsable média au sein de notre organisation, présentera les grandes conclusions de cette importante rencontre ainsi que les mesures hardies préconisées par l'OIF pour l'avenir.

Il nous faudra tous ensemble faire preuve d'audace et d'imagination.

Vous avez bien voulu dédier vos Assises de cette année à la thématique «Jeune et médias : les défis du numérique». À Montréal, il a aussi été beaucoup question de médias, de jeunesse et de numérique.

Je vois là une convergence de vues heureuses. Nous sommes au cœur d'une réflexion centrale pour notre espace linguistique commun : la jeunesse. Surtout en Afrique, grande consommatrice de nouveaux médias et devenue un facteur incontournable de développement.

Quant au numérique, il devient l'élément décisif qui a changé notre regard sur les médias et révolutionné notre rapport à la matière, au temps et à l'espace.

Il est heureux qu'à moins d'un an de la date butoir du passage de l'analogique vers le numérique, nous ayons engagé une réflexion sur ce grand univers virtuel qui conditionnera à jamais nos vies.

Votre rencontre se tient à quelques jours du Sommet des chefs d'État et de gouvernement, et à la veille d'une nouvelle planification des activités de notre organisation pour les quatre prochaines années.

L'Organisation Internationale de la Francophonie ne pourra donc que rester attentive aux conclusions qui seront issues de vos échanges. Celles-ci nous permettront, j'en ai l'intime conviction, de construire ensemble avec tous les acteurs concernés des médias francophones qui sauront l'adapter à la mondialisation de l'information.

Je souhaite plein succès à vos Assises.»

***Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie,
Dakar le 20 octobre 2014***

Mahammed Boun Abdallah Dionne, Premier Ministre

«Merci Monsieur le Président Bourges,

*Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
assurant l'intérim du Ministre de la Communication et de la culture,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Ministre Youssou N'Dour, conseiller du Président de la République,
que je salue,
Monsieur le Président Bourges, ancien Président de l'UPF,
envoyé spécial du Secrétaire général de l'OIF,
Monsieur Dilami, Président international de l'UPF,
Monsieur Jean Kouchner, Secrétaire général international de l'UPF,
Monsieur le Président Madiambal Diagne, Président de l'Association des éditeurs
sénégalais,
Monsieur Abdou Gningue, Président de la section sénégalaise de l'UPF,
Honorables députés et membres du Conseil économique et social,
Distingués délégués, honorables invités,
Mesdames et Messieurs,*

C'est avec un grand honneur et une fierté légitime que je me retrouve aujourd'hui parmi vous pour procéder, au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky Sall, à l'ouverture des quarante-troisièmes Assises de la presse francophone organisées par l'Union de la Presse Francophone - UPF.

Cet événement qui nous réunit dépasse cette année le rituel classique d'une cérémonie protocolaire en ce sens qu'il se tient à la veille du 15e Sommet de la Francophonie.

Cela ne relève du hasard, mais démontre l'importance que le Sénégal attache au développement de la presse francophone.

Au-delà de ce choix stratégique et cohérent d'atteler vos travaux à l'événement le plus important de l'espace francophone, le thème que vous avez choisi renforce de façon remarquable l'importance de ces Assises du fait de leur pertinence.

Vous avez en effet choisi une question essentielle à l'ordre du jour de vos travaux : le rapport des jeunes aux médias à l'heure du numérique.

En effet, le droit à l'information constitue, de nos jours, l'un des piliers les plus importants de tout le système démocratique.

L'enjeu majeur est d'assurer à la jeunesse la possibilité d'être bien informée. C'est-à-dire de pouvoir choisir dans une presse plurielle la source d'information qui convient le mieux à ses aspirations et espérances.

Le développement fulgurant des nouvelles technologies de l'information, qui a engendré la prolifération des sites, offre à cette jeunesse une panoplie de choix.

Toutefois, d'un autre côté, cette révolution technologique qui a totalement bouleversé les fondements mêmes des médias, charrie également des effets pervers qui pourraient influencer négativement sur les comportements de la jeunesse faute d'encadrement adéquat et responsable.

Mesdames et Messieurs, l'enjeu majeur ici et maintenant est de s'approprier intelligemment les effets bénéfiques qu'offrent ces nouvelles technologies pour les articuler à nos valeurs sociales.

Réussir cette symbiose nous ouvrirait ainsi une voie médiane qui nous permettrait d'être au diapason du progrès technique tout en nous préservant du diktat des plus forts.

En effet, le Sénégal à l'image de toute l'Afrique, inaugurerait l'ère de la télévision numérique terrestre, qui occasionnera sans nul doute des rivalités exacerbées pour contrôler l'audience. Il va falloir, dans cette optique, arriver à fédérer une possibilité de promouvoir une production locale et régionale s'appuyant sur nos cultures et nos traditions.

Les pouvoirs publics, en ce qui les concerne, apporteront, comme d'habitude, tout le concours nécessaire à la presse en veillant toutefois à garantir son indépendance et sa liberté.

Monsieur le Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky Sall, s'est investi, comme vous le savez, de manière irréversible pour la suppression des peines privatives de liberté suite aux délits de presse.

Dans cette voie, il ne fait aucun doute qu'aussi bien les journalistes et les responsables des médias feront preuve d'une plus grande responsabilité en inscrivant davantage leurs actions dans le cadre des règles déontologiques qui régissent votre profession. Cela permettra d'éviter les dérives préjudiciables au citoyen.

Mesdames, Messieurs, distingués participants, à l'ère des médias numériques, le flux rapide et important d'informations peut réveiller la tentation d'une publication, sans recoupements, de nouvelles non fondées.

Ces risques rendent pertinent l'impératif de former les acteurs de la presse.

Enfin, vos travaux ne manqueront certainement pas d'aborder les points cruciaux, tels que la pérennité et l'équilibre économique des structures de presse face aux défis du numérique.

Le gouvernement du Sénégal attend avec intérêt les propositions et suggestions qui sortiront de vos débats pour pouvoir, dans la mesure, bien entendu, du possible et conformément aux lois et règlements en vigueur, apporter de façon significative sa contribution au développement de la presse francophone, ce vecteur essentiel de notre unité linguistique.

Le président de la République, pour marquer l'intérêt particulier qu'il voue à votre organisation, m'a instruit de le représenter et m'a chargé de vous transmettre son intention, si le calendrier le permet, de venir lui-même clôturer vos travaux.

Sur ce, je déclare ouvertes les quarante-troisièmes Assises de l'Union de la Presse Francophone et je vous remercie de votre bienveillante attention.

Merci»

Conférence inaugurale de Youssou N'Dour



Youssou N'Dour, l'artiste, l'ancien ministre de la Culture et du Tourisme et actuel patron de presse était l'invité spécial des 43èmes assises internationales de la presse francophone. Introduit par Loïc Hervouët, membre de l'Union internationale de la Presse Francophone, ancien directeur de l'école de journalisme de Lille, éditeur de l'Année Francophone Internationale «*La bible des Etats de la Francophonie*», Youssou N'Dour a porté son regard sur le monde des médias à l'ère du numérique. Il a particulièrement centré le propos sur le futur. A la tête du groupe de presse «Futur Média», il «*pratique un monde où l'avenir ne nous est pas écrit d'avance*» et qu'il a écrit lui-même. Ce monde auquel «*il faut nous atteler*», explique Loïc Hervouët. «*Construire nous-mêmes notre propre futur en prenant pour bases ce que sont les leçons, peut-être les valeurs qui sont celles de la francophonie : l'invention, la solidarité, l'internationalisme*».

Le monde des possibles

Youssou N'Dour, empreint de ce numérique «*qui a déjà révolutionné notre quotidien et nos professions*» évoquait des changements radicaux dans nos vies. «Le monde du numérique a créé le monde des possibles. Monde des possibles pour toutes les avancées qui en découlent. Monde des possibles en menace aussi. Monde des possibles enjeux et défis».

Comme pour la musique, le numérique a mis fin aux limitations. «*Tout est possible, c'est là que c'est intéressant, c'est là aussi où c'est dangereux*». Une intervention où se bousculent l'accueil de la mutation, incontournable, mais

aussi un appel à une recomposition des talents. Le ministre, tout en misant sur le numérique comme moyen majeur de développement pour l'Afrique africaine, a laissé percer ce sentiment de mi-chemin, celui que nous traversons tous, du fait brut, voire brutal, voire manipulateur ou manipulé, à celui de l'information éthique, professionnelle, qui peine à trouver son rythme numérique...

Futur Média

Le premier grand projet de Youssou N'Dour «*qui était peut-être prématuré*» s'appelait Joko, le premier portail créé en 2001. D'autres comme Seneweb existaient déjà, mais pour la première fois l'approche était celle du journalisme en temps réel. Un premier pas

juste avant la création en 2002 de Futur Média.

«On est partis de l'analyse que, en Afrique et particulièrement au Sénégal, nous avons pratiquement plus de 20 ethnies, plusieurs langues», ce qui constitue parfois un blocage, mais aussi une richesse. Futur Média a abordé l'information par thématiques (sport, culture, mode,...). Le premier levier fut une radio «Sport FM», déclinaison basée en France. La qualification du Sénégal en Coupe du Monde 2002 a apporté le buzz nécessaire au démarrage. De quoi se lancer dans une radio généraliste professionnelle. La télévision a suivi... Futur Média compte aujourd'hui 600 employés.

Un modèle d'indépendance journalistique

Devenu ministre de la culture et du tourisme avec le président Maki Sall, Youssou N'Dour veille à la liberté de ses médias «Je n'écris pas, je ne suis pas à la rédaction. Je découvre le journal comme tout le monde, le matin au café».

«Nous avons décidé de donner la responsabilité aux journalistes, aux animateurs. C'est un modèle qui n'a pas fléchi [...] cette presse reste crédible aux yeux des gens qui l'ont toujours lue. Pour vous donner un chiffre, l'Observateur fait 100 000 exemplaires/ jour. C'est, je pense, de loin le plus gros tirage de cette sous-région.»

La mutation

«L'avènement de la culture numérique nous a fait quitter le monde de la vitesse de l'information pour arriver au monde de la rapidité éclair de l'information. C'est ça la réalité». «La puissance d'internet», résume le ministre, «c'est celle des blogueurs du Printemps arabe» et celle d'une mutation fondamentale, celle du fait brut qui entre partout sans filtre. «Au moment où nous parlons, nos enfants peuvent être au courant de ce qui se passe ici, de ce que l'on dit».

Téléphone, Ipad, Smartphone,... Un monde hyperconnecté avec un flux d'informations continu. «Nos enfants sont au courant avant

même qu'on ne pense à les protéger». Plus important, les jeunes participent à ce monde numérique. «Le monde du numérique vous permet d'être numérique, c'est-à-dire de faire plusieurs choses». «Mettre des barrières ?», interroge Y N'Dour. «Il n'y a plus de barrières. C'est parti». D'où la nécessité de veiller et de commenter dans les réseaux sociaux. Tout est là accessible en permanence.

Muter ou mourir

Des mutations majeures s'imposent dans la profession et dans l'approche. «Le numérique est une chance pour ceux qui sauront saisir le monde des possibles. Sinon, on va disparaître».

Nos modèles sont obsolètes. A quoi sert d'écrire jusqu'à 22h, 23h des articles qui sortent le matin, alors que «les gens sont déjà au courant [...] C'est déjà vu, c'est déjà connu. [...] Combien sommes-nous à lire les titres en disant : j'ai déjà le contenu. Téléchargé dans l'avion, ou dans la voiture ...»

S'adapter à la vitesse du temps numérique

L'avenir est dans la formation de la jeune génération des professionnels de l'information «afin de renforcer davantage l'éthique, la déontologie dans le monde de l'information». Après avoir peint un monde numérique traversé par une info continue, N'Dour mise sur le talent et la nécessité de «recadrer autour de l'information».

Eduquer à l'information pertinente, objective, éclairée. «La formation est importante d'une manière générale, mais elle est beaucoup plus importante dans le monde de la presse francophone, parce que ces jeunes sont déjà dedans [pour ce nouveau monde numérique], il faut les former».

Hausser l'ambition de nos entités média

Un discours destiné aux entités africaines. «Voyons grand, oui, voyons très grand». Le numérique n'a pas de frontière géographique et physique. «On ne parle pas à 13 millions de

personnes, on parle à 300 millions de personnes». Les micro-Etats, les micros-pays, sont dépassés.

«Dès l'instant que nous avons dans nos têtes ces 300 millions de personnes, ça change la donne». Tout se multiplie : langues, coutumes. «Le monde du numérique est le monde du grand format». Un programme se démultiplie facilement en plusieurs formats et en plusieurs langues et «démultiplie les profits potentiels pour nos entreprises».

Maintenant c'est la bataille des contenus

La diversité devenue, grâce à la technique, une richesse, génère plus de recettes et permet de sécuriser par exemple le journal papier. Une manière de penser autrement le devenir. Garder la maîtrise des médias pour «garder nos cultures». Un message sans ambiguïté : «Veillons aux contenus». Au rang des dangers évoqués, «l'envahissement de l'occident. [...] On a tendance à essayer, pour répliquer, de faire la même chose qu'eux, à l'africaine. [...] Je crois qu'il faut rester nous-mêmes, partir de nos réalités, préserver nos richesses, surtout dans le domaine culturel. C'est comme ça que nous pouvons agir dans l'éducation, que nous serons «originaux». [...] Dès lors, je milite pour une mondialisation, dans la sauvegarde de nos identités. Veillons à ce que notre jeunesse soit empreinte de nos valeurs et fondements culturels».

Auteurs piratés

A des journalistes «menacés comme les artistes», Youssou N'Dour a proposé une diagonale : «La piraterie a tué le monde de la musique partout dans le monde. Qui a tué les ventes de disque ? C'est l'ordinateur, c'est le Smartphone, c'est le Ipad, c'est nos téléphones». Le Sénégal a voté une taxe sur «tous ces appareils qui sont censés télécharger de la musique», argent redistribué aux ayants-droits. En Algérie, 120 M€ auraient ainsi été récupérés et seront redistribués, explique-t-il. «Jeune du monde, jeune francophone

d'Afrique, lève toi, saisis les opportunités qu'offre ce monde des possibles, mais n'oublie jamais ton identité. N'oublie jamais aussi que le but ultime de toute création est d'être au service de l'humanité.»

L'info calme

Salam Fal, fondateur de Seneweb (premier portail d'information en Afrique francophone) «un autodidacte»... les cyberactivistes, Youssou N'Dour a rendu hommage à ces pionniers qui ont permis la transparence nécessaire au modèle démocratique. «Un journaliste ou un contact qui transmet les résultats à la radio et voilà tout le monde au courant du déroulement du vote dans son quartier. Au Sénégal, c'est ça qui a commencé depuis 2000 : les radios et les blogueurs donnent les résultats tout de suite, personne ne peut voler. La solution est simple, elle est là. Radio libre, téléphone libre, résultat tout le monde est à la maison pour suivre les élections, personne ne bouge, et ça c'est important».

L'Afrique c'est maintenant

Y. N'Dour, indifféremment, évoque le nom de jeunes pionniers qui donnent de la visibilité à l'Afrique dans ce monde du numérique. «Tidjane Deme, un jeune qui a convaincu Google qui fait beaucoup de choses qui permettent à de nombreux africains de profiter du réseau de Google. Au point que Google a dégagé toute une équipe aujourd'hui et mis un représentant Google pour la francophonie qui est basé à Dakar. C'est une très, très bonne chose que j'encourage énormément» ou les «quatre jeunes frères ougandais qui ont créé des applications permettant de diagnostiquer le paludisme sans prélèvement de sang. Ca, ça se passe en Afrique [...] Quand les gens disent que l'Afrique c'est le futur, je dis non, l'Afrique c'est maintenant».

Le vecteur mobile

L'autre pari communicant de l'Afrique ce sont les 915 millions d'utilisateurs de mobiles qu'elle comptera dans quelques mois, près d'un milliard de personnes portés par une culture orale. Si tous les opérateurs ont

compris le potentiel et courent les licences, Y. N'Dour voudraient que les africains se saisissent de l'opportunité... «On peut décoller et il le faut [...] Ne restons pas autour seulement

de la langue. Allons plus loin. Si on va plus loin, c'est nous qui sommes devant».

Table Ronde

Jeunes et médias : comment s'informer aujourd'hui ?



Animation :

Ziad Maalouf

(France) journaliste à RFI

Intervenants :

Malek Khadhraoui,

(Tunisie) journaliste au site Inkyfada

Jovana Vukcevic,

(Monténégro), journaliste membre de l'UPF

Mohamed Sneiba

(Mauritanie), journaliste, «Les Nouvelles de Mauritanie»

Cheikh Fall

(Sénégal), journaliste citoyen

Babeth Lalie

(Côte d'Ivoire), bloggeuse

La thématique

Un panel de blogueurs, de blogueurs devenus journalistes et de journalistes avec blog qui a reformulé le thème en interrogation centrale : «qu'est-ce qu'être jeune dans la production et la consommation des médias aujourd'hui ?». Si la table ronde a «échappé» à l'angle «jeune», original ou décliné, le débat s'est porté sur «blogueurs vs journalistes» effleurant en permanence les questions de définitions, malgré la volonté marquée de rejeter la question d'étiquette.

La première question «*Comment elle/il s'informait il y a 10 ans ? Et comment elle/il s'informe aujourd'hui ?*» a amené chacun à se repositionner dans le temps. Une lecture qui met en lumière la perte de lisibilité du métier de journaliste, y compris pour ceux qui le pratiquent. Une lecture qui ouvre aussi sur la confusion non éclaircie entre fond et forme, entre le tuyau et ce que l'on y met. Une question qui a plongé la table ronde dans les affres de la mutation sociétale «mondialisatrice» en cours, sans la cadrer.

En manque de définitions

Bien sûr, il y a de bons et de mauvais journalistes, comme de bons et de mauvais blogueurs. Bien sûr, la qualité du contenu est la seule et unique arcanne d'une bonne information. Bien sûr, tous doivent s'y attacher. Mais, d'évidence, même s'il était convenu de ne pas s'y attacher, le journalisme est fait d'obligations, d'exigence de qualité qui sont sanctionnés par le lecteur ou la hiérarchie en cas de défaillance. Toutes obligations professionnelles, voire légales, dont le blogueur est, théoriquement, affranchi.

Les blogueurs «magnifiés»

Une nouvelle race «d'informeurs», activistes, dont les fleurons sont nés ou ont fait naître les révolutions et les printemps, sont promus comme «journalistes citoyens», appellation non

remise en question [*nota : il y a aujourd'hui des journalistes institutionnels, des journalistes citoyens,... pourquoi se réclamer d'un titre encadré sans en accepter le cadre?*].

Les blogueurs apparaissent souvent comme porteurs d'informations «véridiques». Une approche «juste», pour les blogueurs militants, ces veilleurs qui impriment une transparence concrète à la démocratie et informent en temps réel, preuve à l'écran. Les veilleurs ont toujours existé, mais la multiplication et l'appropriation des moyens de communication ont bousculé la donne. Visibles en première ligne, pour le bien incontesté de la démocratie, ces fleurons ont imprimé une image positive, rafraichissante et probablement salvatrice pour un monde média bien englué dans les contradictions d'un modèle qui n'est plus qu'économique. Une approche qui a séduit aussi les réseaux, en quête de «super animateur» pour générer des clics financés par la pub, et qui aujourd'hui financent directement des blogueurs «influenceurs», prêts à tout pour «brasser» des «like» (j'aime) et des «followers» (suiveurs) négociables. «On retrouve les mêmes soucis que dans la presse» explique un participant qui connaît certains de ces «journalistes négociables», hybrides entre information et communication.

Du blog au média

Nombre de blogueurs migrent, d'abord sur des plateformes générées par des médias (*Les Observateurs de France 24, Mondoblog de RFI*). [*Une migration qui s'appuie aussi sur la nécessité de compenser la diminution des effectifs de journalistes*]. Certains franchissent le pas et intègrent des rédactions. A contrario, des journalistes professionnels, basculent sur des blogs les sujets «évincés par manque de place» du média «traditionnel». Dans les bienfaits de l'information citoyenne, accessible à tous, produite par tous, résident aussi les risques.

La mutation des médias traditionnels n'a pas été abordée sous l'angle de la dégradation du contenu, de l'objectivité et de l'investigation défaillante... Les journalistes souffrent des choix stratégiques d'une presse devenue essentiellement mercantile et des «lissages» d'une information atone qui ne satisfait plus, en particulier les jeunes. Les médias sociaux tablent aujourd'hui sur le «média de relation», créateur de communautés qui n'alimentent que leurs propres centres d'intérêt. Arme à double tranchant, ces communautés devenant totalement manipulables. Les blogueurs, dans ce système, pour gagner en visibilité ont peu d'option. Soit miser sur les réseaux et monétiser leur blog. Soit devenir militants de l'information et entrer dans la logique média. Plusieurs, comme Inkyfada (blog tunisien), tentent le média de demain. Une vision journalistique, des moyens technologiques, peu de pression en termes de coûts de fabrication, mais un modèle économique qui assure une liberté d'expression... ce dont rêve tout journaliste de cœur aujourd'hui. Il est apparu clairement, en tous cas, que la conscience de la responsabilité du producteur d'information est bien la barrière naturelle qui s'établit entre l'amateurisme et ses dangers et la professionnalisation.

Francophonie d'ici et d'ailleurs

La question stratégique est celle d'internet, des réseaux, de la téléphonie aussi (Youssou N'Dour par exemple se bat pour décrocher une licence de téléphonie, enjeu économique majeur dans une Afrique où 98% de la population est aujourd'hui équipée de téléphones mobiles alors que le net progresse difficilement sur le territoire). «Nous avons raté la révolution industrielle, ne ratons pas celle du numérique» au nom d'un retard d'équipement, entend-on. Twitter n'est pas accessible partout ? Les africains créent une passerelle sur les mobiles...

- Cyriaque Barré, fondateur du portail «*lefaso.net*» : Si Twitter permet de démocratiser l'information, il la démocratise vers qui ? Twitter nécessite une connexion Internet en permanence, or la connectivité en Afrique est encore lente voire inexistante dans certaines zones reculées. Si c'est pour démocratiser vers l'extérieur, est-ce qu'il n'y a pas un risque d'extraversion des informations que nous produisons et de dégradation de l'information africaine ?
- Cheik Fall, journaliste citoyen (Sénégal) : L'instantanéité, c'est au cœur de Twitter. C'est de l'information atomisée, divisée en plusieurs morceaux, et envoyée dans un espace qu'il faut aussi savoir interroger, qu'il faut savoir manipuler. [...] La production de l'information est souvent une réponse à une demande. Et cette demande, elle est faite par les consommateurs. Et aujourd'hui, le consommateur est en même temps producteur et acteur du dispositif. Et il faut prendre cela en compte.
- Ziad Malouf, journaliste RFI (France): Dans l'expression journaliste citoyen le mot important c'est journaliste.
- Jovana Vukcevic, ex. journaliste de télévision (Monténégro) : j'ai l'impression que, sur la toile, on se sent tous un peu «des journalistes», mais on manque assez souvent de vigilance dans le sens de traitement de l'information qu'on retrouve souvent sur la toile, on doit se méfier quand même de qui on cite et à qui on se réfère. Les Technologies de l'information et de la communication ont évolué et ont laissé place à une technologie de la relation.
- Le problème, c'est que ces producteurs de contenus, qui étaient appelés blogueurs jusqu'à quelques mois, sont maintenant

appelés les influenceurs. Ils débutent comme utilisateurs, ils sont ensuite promus par le réseau social, le média social, et là ça devient viral.

- En fait, on va chercher l'information, on va chercher ce qui nous intéresse et ça va, de plus en plus, nous être suggéré. Je pense que la fonction ou le métier de journaliste réside dans le traitement de l'information. Quel que soit le média, quel que soit le vecteur, quel que soit le tuyau dans lequel on fait passer cette information.
- La civilisation, ce sont les réponses aux besoins d'un peuple à un moment donné de son évolution. Le défi qui est le nôtre, journalistes, c'est de savoir si nous sommes capables de nous adapter aux nouvelles réalités.
- Ce sont les règles qui font le journalisme. On est d'accord, et les règles sont les mêmes à travers le monde. Que l'on soit en Afrique, en Asie en Amérique ou en Europe. Quand le consommateur devient producteur, la question qui se pose est la suivante : à partir de quelles règles, il devient producteur de l'information ? Et les règles dont il se réclame, est-ce que ces règles sont les mêmes partout à travers le monde comme sont les règles du journalisme?
- Quand je me lève le matin et que je veux une information, vous pensez que quand je prends une information sur un tweet ou un blog, je la considère forcément comme une information ?
- Bien qu'on soit dans le monde de la francophonie, je crois qu'il y a une nécessité à faire la part des choses entre ce qui se passe dans «l'autre francophonie», la francophonie européenne j'entends, et la francophonie africaine où le numérique n'est pas à la disposition de tout le monde.

- Journalistes, blogueurs ou quel que soit votre statut ; sur le net, ce qui est sûr c'est qu'il faut de la responsabilité. Est-ce qu'ils sont conscients de leur rôle de blogueurs ? Et que journaliste, certes, mais blogueur aussi c'est une responsabilité ? Est-ce qu'ils sont conscients du poids de l'information qu'ils relaient ?
- De nombreux sondages ont, récemment, confirmés que pour les jeunes, dans le monde aujourd'hui, Facebook est la source numéro un, le premier média d'information. Donc, c'est notre réalité, ça il faut l'accepter. Il faut juste savoir démêler et trier un tout petit peu ce qui se passe sur les réseaux sociaux et distinguer l'opinion de l'information.
- Il faut prendre en compte vraiment cette dimension technologique par rapport au traitement, à la production et à la consommation de l'information.

Un souffle nouveau

Les nouveaux médias en général, les blogueurs aussi dans un certain moment de l'évolution de ce métier, ont réussi à apporter une sorte de souffle nouveau. Le journalisme a trop perdu de son aspect militant, car il y avait quand même un aspect militant dans le travail de journaliste. A découvrir, là où les gens ne pouvaient pas aller, de reporter, de chercher à dénoncer aussi ce qui est caché. Moi, ce que je recherche c'est être informée en temps réel et puis avoir une information fiable. Que je sois journaliste-blogueuse ou blogueuse-journaliste, le climat de confiance, c'est le média qui le crée.

Ne vous intéressez pas aux étiquettes, intéressez-vous aux contenus, partout, cherchez le contenu, toujours, la qualité du contenu. Arrêtez de parler des étiquettes, ça ne sert à rien, c'est une perte de temps.

Table ronde

Les citoyens acteurs des médias : hier, aujourd'hui



Animation :

Benoit Califano

(France) Directeur ESJ-pro

Intervenants :

Abderrahmane Semmar

(Algérie), rédacteur en chef d'Algérie Focus

Alpha Daye Diallo

(Québec), blogueur

Cédric Kalonji,

«blogueur le plus influent d'Afrique»

Ziad Maalouf

(France), journaliste à RFI, animateur de l'Atelier des médias

Excusé : Axel Gontcho

(Congo). Rédacteur en chef Radio Okapi.net

Dans un milieu médiatique en questionnement, mis à l'index, où les journalistes portent une défiance croissante envers des médias pilotés par un modèle «publicitaire», internet a révolutionné les usages démocratiques et les usages de la communication et de l'information. La réponse est-elle dans la collaboration interactive avec le citoyen, définitivement sorti de son rôle passif pour devenir acteur de l'information via blogs et «médias sociaux»? Quid de la mission du journaliste ?

Producteur et diffuseur d'information

Espace d'innovation éditoriale, démocratique, de débat en temps réel, internet n'en est qu'à ses balbutiements. Réseaux sociaux, blogs, médias en ligne offrent aux citoyens un accès direct à la vie publique, le positionnant comme producteur et diffuseur d'information. Une flambée de liberté de parole qui, pour partie, ravive l'esprit journalistique et, pour partie, inquiète les journalistes qui soit s'en saisissent, soit la vouent aux géhennes. Ce «*nouvel espace de liberté*» fait déjà l'objet de toutes les avidités et de toutes les manipulations.

Internet offre de formidables développements pour l'interaction et la participation, mais aussi pour l'expansion et la dissémination d'idées et de contenus anti-démocratiques. La perception de contenus a priori citoyen, une forme d'impunité ouvrent la porte aux dérapages et au risque de défiance.

Synergie médias et citoyens pour l'information de tous

L'évolution technologique ne peut à elle seule garantir une redéfinition éthique tant de la démocratie que de l'information. Faut-il adapter systématiquement les médias à ces grandes évolutions ou travailler à marquer une nouvelle identité de l'information ? Entre opportunités et risques offerts par le 2.0, où se posent nos libertés fondamentales ? Tandis que se conjuguent déclin de la participation démocratique, qui marque l'éloignement entre les citoyens et les institutions, et déclin des médias au profit de réseaux sociaux qui permettent d'interagir hors des systèmes traditionnels, l'impact premier du changement technologique met à mal une profession ébranlée par les glissements de son modèle

économique en berne. Le modèle média traditionnel souffre de la défiance du public (les journalistes sont soupçonnés de servir de nervis à des «patrons de presse» dont les intérêts premiers ne sont pas la production de l'information), la réappropriation de l'information par les citoyens avance, avec ou sans garde-fous.

Blogs, réseaux, offrent une vitrine de liberté.

Pour le moment, peu importe aux citoyens que ce vent de liberté souffle dans les corridors balisés de Google... Le besoin, évidente preuve des carences des médias institutionnels, croît à la croisée d'un rejet de l'institutionnel mais aussi d'une forme d'égotisme sociétal. Concilier les informations de ces veilleurs, de ces activistes, de ces «*libre écrivains*», avec la rigueur journalistique est le probable enjeu de demain.

Contenu, transparence, responsabilité, efficacité et légitimité

En définitive, seule la qualité du contenu prime, quel que soit le média et le producteur. Il faut bien reconnaître qu'il est des journalistes et des médias qui échappent à l'éthique fondamentale de la profession. Pour autant, le fait de s'exprimer «en direct», confère-t-il le statut de «média», dans le 2.0 ? Les médias doivent aller vers ces espaces de partage et de débat. Si le débat lui-même favorise une forme de revitalisation de la démocratie et, de manière assez crue, de la profession, c'est aussi l'opportunité pour les journalistes de se repositionner au cœur des médias. Une problématique évoquée au travers du «*modèle économique publicitaire*», à la vocation peu journalistique. De journalistes-

blogueurs à blogueurs citoyens, le 2.0 offre la possibilité de revenir à une éthique journalistique lisible,....

«Alerteurs»

Lobbying délogés par la transparence, manœuvres et corruption dévoilées par des citoyens «alerteurs» et contributeurs,... Le principe n'est pas neuf, ce sont les moyens qui ont évolué. Une opportunité pour la matière journalistique qui explose, mais les journalistes peuvent-ils absorber et convertir une telle dose d'éléments pour construire une information intelligible, et éclairer le citoyen ?

L'intrusion des citoyens dans la sphère média rendra-t-elle l'information professionnelle plus transparente, réactive et responsable?

Le désengagement citoyen n'est qu'un désengagement par rapport aux institutions et aux médias, qualifiés de «traditionnels». Les journalistes, accusés, se trouvent face à des acteurs locaux qui utilisent la toile pour faire sauter les verrous. Les grands médias expérimentent la sphère publique virtuelle et des stratégies d'externalisation ouverte, mais qui gagnera la course : l'information ou une communication participative maîtrisée ? Quoi qu'il en soit, les journalistes sont aujourd'hui sous surveillance. Une contrainte mais aussi une demande de rigueur, de compétence et ... une reconnaissance.

Contrôle et intelligence collective

Les e-médias sont censés améliorer la qualité de l'information en fournissant de l'information immédiatement accessible et des services en ligne. Mais, il s'agit toujours de moyen descendant (du sommet vers la base) intégrant une strate intermédiaire aujourd'hui, les blogueurs et influenceurs. Cependant, les outils en ligne permettent dorénavant aux citoyens et aux utilisateurs de service de contrôler les fournisseurs en utilisant l'intelligence collective et la pression publique. Canaliser l'intelligence et la connaissance

collective peut-elle rendre un média plus constructif et pertinent dans le débat démocratique ?

Fracture technologique

Comme à chaque avancée technique ou technologique ou à chaque émergence d'un nouveau média, la mort des anciens est annoncée. Une annonce prématurée. Les nouveaux médias trouveront leur place. L'effervescence et le bouillonnement sont scrutés. Les médias traditionnels, après un mouvement de panique devant leur perte de contrôle, ont d'abord tenté de copier, de suivre. La fracture technologique, dans cette problématique, reste un choix politique.

Dans les pays occidentaux, la pénétration des réseaux progresse mais n'est pas encore ce canal unique «dont il faut être», ce fantasme alimenté par des responsables politiques, économiques et médiatiques partageant une même sphère.

En Afrique francophone, si internet n'a pas droit de cité partout, le téléphone mobile et des applications spécifiques permettent une alternative. La «fracture technologique» apparaît donc comme une stratégie. Pourtant, ne confond-t-on pas droit et devoir d'information ? Est-il obligatoire d'être sur Twitter ?

Pro blog

Une table ronde qui a, à nouveau, glissé sur les questions de positionnement. Le malaise de la profession dans l'entreprise média traditionnel trouve là, la limite de sa justification et peine à se réinventer. Le panel, résolument pro blog, porte les espoirs de la dimension 2.0 mais aussi des inquiétudes sur, par exemple, le nécessaire recul de l'information...

Conclusion : la donne n'a pas fondamentalement évolué

Un journaliste qui travaille, cherche au milieu d'un certain nombre de pistes. Le problème étant, encore et toujours, de naviguer et

identifier les sources fiables. La démultiplication n'est pas et n'a jamais été gage de qualité. Par contre, le 2.0 est l'opportunité pour les journalistes de démonter la dérive affairiste des médias et de

reprendre pied dans un métier nécessaire à la démocratie, rôle qui n'est plus forcément premier dans des entreprises média. Finalement, le 2.0 est peut-être la chance d'un retour aux sources...

Table Ronde

Le data journalisme



Animation :

Bertrand Pecquerie,

(France), DG de GEN (Association Mondiale des Rédacteurs en chefs)

Intervenants :

Cédric Kalonji

(Congo), Expert, «blogueur le plus influent d'Afrique»

Antoine Laurent

(France), Responsable Afrique francophone du projet «Code pour l'Afrique»

Eric Leclerc

(France), Directeur du Numérique, Le Parisien, France

Jazem Halioui,

(Tunisie) Dirigeant fondateur de Innova et Webradar

«Data journalisme, journalisme de données». «Un nouveau continent» pour Bertrand Pecquerie qui animait la table ronde. Une nécessité, celle de maîtriser un champ d'investigation désormais à la portée de tous.

Encore frappé du sceau de l'inconnu, marqué de l'imagerie de ces informaticiens pâles et dument lunettés au regard de Professeur Tournesol, le data journalisme a du mal à se constituer des lettres de noblesse face au sacro-saint «reporter de terrain», oeil bravant des horizons hostiles à la transparence de l'info et chèche roulé autour de l'appareil photo.

Le data journalisme se joue à plusieurs, croise les compétences journalistiques, techniques et graphiques pour offrir au lecteur une mise en forme lisible de données, volontairement ou non, rébarbatives. A priori, pas de sable chaud. Pourtant les data journalistes, en maîtrise, seront probablement parmi les seigneurs d'un monde journalistique où, tout en rêvant d'aventure, la plupart de nos congénères ne sortent quasiment plus de leurs rédactions, sauf pour fréquenter des barnums sur mesure, qui leurs sont dédiés, les points et conférences de presse.

Pas un nouveau métier, juste un nouveau champ d'investigation

Le data journalisme n'est pas né avec l'époque, mais ce sont les moyens de l'époque qui ont ouvert un nouveau champ d'investigation où les compétences «pures» du journaliste sont insuffisantes. Pour autant, la démarche reste journalistique. Comme ses prédécesseurs, le data journaliste use de sources et de ressources pour creuser un sujet et l'amener au grand jour.

Intervenants

Autour de la table, de ces pionniers à la vista parfois hermétique, en tous cas passionnés, caractéristique majeure du pionnier. De

Bertrand Pecquerie (France), de l'Association Mondiale des Rédacteurs en chefs «Global Network Editors», à Cédric Kalonji (Congo) Expert, «blogueur le plus influent d'Afrique», Antoine Laurent (Suisse), Responsable Afrique francophone du projet «Code pour l'Afrique», Eric Leclerc (France), Directeur du Numérique, Le Parisien, France, Jazem Halioui (Tunisie), Dirigeant fondateur de Innova et Webradar un seul mot d'ordre : le data abrite de l'information essentielle dans un monde ultra-connecté, à ne pas négliger.

Cédric Kalonji a fait état de la différence fondamentale d'un continent africain en mal de moyens mais aussi où l'open data n'est pas encore la règle. A petits moyens, projets adaptés. Ainsi, développe-t-il des enquêtes avec des étudiants. Le data journalisme est-il une incursion du journalisme dans le monde de la donnée informatisée ou un autre glissement où le journalisme s'égaré dans une autre de ces lisières floues? La question reste celle de la confusion entre l'outil et l'artisan. Mais, il faudra toujours l'instinct du chasseur pour sentir le filon de data qui accouchera d'un scoop, ou pas.

Investigation

Quant au devenir du data journalisme, l'open data (libéralisation des bases de données) parce qu'il est récent, offre un fantastique terrain de jeu, mais un terrain de jeu tout à fait «gérable» et exploitable tant par les journalistes que par les décideurs. Les défricheurs s'en donnent à cœur joie, particulièrement dans un champ proliférant de scandales (WikiLeaks, LuxLeaks qui secoue l'Europe). Pourtant, la donne est exactement la même qu'auparavant. Les données

accessibles sont à la portée de tous. L'intérêt est donc de fédérer des compétences pour aller chercher celles qui le sont moins.

Moyens

La question des moyens est, évidemment essentielle. Le Parisien, avec sa cellule Data Innovation, s'active dans l'appropriation de ce nouveau champ d'investigation. Une innovation mesurée, calculée et monétisable. Une expérience partagée. Une cellule de data journalisme est un investissement qui ne souffre pas l'à peu près. Il faut constituer une équipe dédiée et aux compétences complémentaires (journaliste, développeur, graphiste web, voire, si l'on est gourmand, scientifique), un budget (salaires, matériels) et être appuyé au niveau de la direction, car il faut «éponger» le temps d'apprentissage. Une cellule data doit être intégrée à la rédaction,

même si les journalistes sont parfois réticents au mélange des genres.

Anciens versus Nouveaux

A nouveau, ont émergé les inquiétudes d'une profession bousculée dans ses principes et ses préceptes. La réponse, néanmoins technologique, du data journalisme n'ouvrirait qu'un champ. Une lecture du monde actuel, pas une redéfinition du métier que semblent appeler les professionnels.

Décidément, la mondialisation généralisée par les nouveaux médias, grâce à internet, n'en est pas encore à produire une nouvelle culture. Les querelles de ceux qui se défendent d'être «des Anciens contre les Modernes» apparaissent là encore décalées. Une nouveauté technologique ne remet pas en cause des fondamentaux mais les ébranle lorsque ceux-ci sont fragilisés.

Table Ronde

Nouveaux journalistes, nouvelles formations



Animation :

Mamadou Ndiaye,

(*Sénégal*), Responsable Division multimédia du CESTI

Intervenants :

Benoit Califano

(*France*), Directeur de l'ESJ Pro Montpellier

Noël Dah

(*Burkina Faso*), Directeur de l'ISTIC

Ibrahim Sarr

(*Sénégal*), directeur du CESTI

Abdellatif Bensfia

(*Maroc*), Chef du département communication de l'ISIC

Une base unique, de nouveaux codes

Benoit Califano, France, ESJ Pro Montpellier: Les nouvelles technologies offrent aujourd'hui, une énorme possibilité pour d'élargir le champ des sources avec tous les dangers que ça comporte et pour lesquels il faut former les jeunes étudiants en journalisme. Le fact-checking : vérifier les informations, ce n'est pas une nouveauté, on ne l'a pas inventé aujourd'hui ! Ça fait... C'est même l'essence de notre métier ! Mais, à l'heure du numérique et de la circulation des contenus et des contenus amateurs, ça demande des nouveaux savoir-faire. Comment remonter un tweet qui a déjà été retweeté, comment vérifier les fiabilités, comment contrôler une photo qui a été reçue et si elle n'a pas été trafiquée...Voilà ! Il y a tout un tas de savoir-faire aujourd'hui qui se rajoute et qui nous oblige par exemple à commencer à envisager avec nos étudiants de travailler aussi sur la notion de code. C'est-à dire qu'ils aient quelques notions de codes, pour pouvoir pratiquer leur métier. Je n'ai pas envie d'en faire des geeks, des mordus de l'informatique. Mais j'ai envie qu'ils aient quelques éléments. Comme d'être en capacité à éditer des vidéos.... La vidéo est aujourd'hui dominante dans les contenus. Gérer ce qu'on appelle l'engagement, être au milieu de son public, savoir travailler autour des questions liées à la modération, aux commentaires, faire l'apprentissage des langues pour être en capacité à dialoguer avec des développeurs. Maîtriser la donnée, ça me paraît essentiel. Il y a quelque chose qui n'a pas été dite sur la donnée qui me paraît aussi importante c'est que, si le journaliste ne s'approprie pas les données et n'apprend pas à les utiliser, il y a plein de services de communication, des grandes organisations, des gouvernements, des grandes entreprises, qui le feront à sa place et qui les lui livreront clé en main. Maîtriser

l'indexation, savoir comment être, comment les contenus qu'on édite peuvent être trouvables, même sans qu'on les cherche. Et puis enfin la dernière chose, et je m'arrêterai là, c'est la sécurité informatique ! Si la protection des sources est une règle d'or de notre métier, on se rend compte que nos ordinateurs sont des véritables passoires. Et donc aujourd'hui il faut qu'on apprenne à protéger nos ordinateurs, à protéger nos communications et à protéger, évidemment, nos sources.

Le brouillage information - communication

Ibrahim Sarr, directeur du CESTI (Sénégal): Le thème de notre table ronde : «Nouveau journaliste, quelles formations ?» pose avec acuité la question des défis qui nous interpellent dans un contexte de complexité des enjeux journalistiques. Il y a une complexité, du moins, qui découle des évolutions des technologies de l'information et de la communication. Il y a de cela une semaine, dans le cadre des carrefours d'actualités que nous organisons au CESTI, on débattait du thème : «Espoirs et devoirs de l'information numérique». Il y a de cela également quelques années, plus précisément en 2008, avec des collègues français, belges, canadiens, égyptiens et brésiliens, nous réfléchissions dans le cadre de la revue Médiamorphoses de l'INA sur le thème suivant : «Faut-il encore former les journalistes ?». Ce qu'est seulement trouver toute sa pertinence dans un contexte de transformation et de grands bouleversements du journalisme. Le premier bouleversement est lié au fait que la matière sur laquelle travaillent les journalistes, notamment l'information, est devenue une notion fourre-tout ! Pendant longtemps, l'information désignait les nouvelles, les actualités ou les récits des médias de masse ; mais, aujourd'hui, l'information renvoie non seulement aux

médias de masse mais aussi aux industries de la connaissance et du divertissement. D'où le brouillage de la frontière entre les faits et les fictions. A cela s'ajoute aussi le brouillage de la frontière entre l'information et le divertissement d'une part, et entre l'information et la communication d'autre part. Et c'est à juste titre que Frédéric Lambert, je le cite, soutient que : «les langages de l'information aujourd'hui, sont devenus complexes, à cause des échanges, des croisements, des migrations, de...»

Le deuxième bouleversement est lié à l'essor des Smartphones, des tablettes numériques, le succès des blogs, le développement du Web2.0 et des réseaux sociaux. Maintenant, tout le monde est devenu journaliste. Ce qui est à l'origine, de mon point de vue, d'un autre mélange des genres entre journalistes professionnels et ce que l'on appelle improprement des journalistes citoyens. Le troisième bouleversement, c'est la fin du monopole des journalistes dans la production de l'information. Cela a eu une profonde modification dans les pratiques professionnelles. Avec le bouleversement des trois temps distincts dans la fabrication de l'information. Il y a le temps de l'observation, le temps de l'action ou des choix éditoriaux et le temps de la mise en forme.

Autre bouleversement, qui est lié à la diversité du métier de journaliste, du fait de la diversité des supports et des institutions médiatiques. Cela provoque une crise d'identité «gustative» du journaliste et des compétences qu'il doit acquérir. Le journaliste n'est plus auteur et, sur les chemins de la segmentation de ses compétences, il a perdu son autorité. Et aujourd'hui, on nous parle d'information 3.0. Avec l'évolution des technologies de l'information et de la communication, il y a des audacieux qui nous proposent des nouvelles techniques de reportages : on nous parle de journalisme open-source ou bien on nous parle de journalisme distribué !

Face à de tels changements, quel enseignement doit-on offrir ? Le journaliste doit maîtriser de nouvelles techniques, de nouvelles méthodes d'investigations, il doit diversifier ses compétences pour être en mesure de travailler pour tous les médias, nouveaux et anciens.

Il doit acquérir, comme l'a souligné M Califano, une compétence transversale qui doit être pris en charge dans nos offres de formation.

A partir du thème de la table ronde : «Nouveaux journalistes, quelles formations ?» moi je dirais, qu'il faut repenser la formation des journalistes mais je précise également qu'il ne saurait y avoir de nouveaux journalistes, quel que soit le support utilisé. Le journaliste doit enquêter, le journaliste doit faire son métier en produisant des nouvelles toujours fiables et vérifiées, il doit redoubler d'exigence dans un contexte caractérisé par ce que l'on appelle l'info-obésité, en respectant les principes éthiques et les règles déontologiques et en cultivant un esprit critique.

Abdellatif Bensfia, Chef du département communication de l'ISIC (Maroc) : Tout à l'heure, j'ai entendu M Bertrand Pecquerie parler de l'enseignement du journalisme [table ronde Data journalisme] et il s'est posé une question sur la capacité des écoles de journalisme à offrir aux étudiants, aujourd'hui, cette possibilité de suivre les innovations qui se produisent dans le secteur. Eh bien, il y a un mois, nous avons assisté aux Assises internationales du journalisme à Metz. On a vu, pendant les quatre jours, les étudiants du Master Web Journalism couvrir cet événement et ils fournissaient des informations minute par minute des quinze ateliers qui se sont déroulés pendant cette rencontre, avec tous les formats qu'aujourd'hui offre la pratique journalistique. J'aimerais bien qu'on jette un coup d'œil sur ce qui est produit, c'est remarquable.

Il y a quelques années, quand nos étudiants terminaient leur formation, ils partaient en stage d'immersion ou en stage de pré-emploi, on leur disait : «bon, oubliez ce que vous avez appris, nous allons recommencer à la base !». C'était la réalité ! Pour tout le monde ! On y a réfléchi...et on a remis à plat et repris l'élaboration, non seulement du contenu mais aussi des approches parce que l'enseignement du journalisme aujourd'hui se perpétue dans la tradition purement universitaire, académique.

Aujourd'hui la formation se fait entre les académiciens et les professionnels. On s'est dit : «nous allons nous partager ce produit-là, les enseignants-chercheurs s'occuperont de tout ce qui est théorique, de l'encadrement et les professionnels s'occuperont de ce qui se fait sur le terrain, comme ça, au moins, vous aurez le produit sur mesure, sans pour autant perdre du temps» ! Ça marche, mais pas totalement, parce que, il y a un problème énorme qui se pose à nous aujourd'hui, c'est de pouvoir gérer le professionnel. Ce n'est pas toujours évident.

Nous avons de très grands professionnels mais incapables de tenir une classe pendant une minute. Mais ils ne sont pas du tout prêts à accepter le fait qu'ils ont besoin quand même d'encadrement pédagogique. Ça c'est aussi un défi ! Nous sommes pourtant conscients qu'il faudrait absolument se mettre ensemble pour produire ce journalisme dont on a besoin.

Mutations

Aujourd'hui c'est quoi le défi ? Nous avons des cibles, des étudiants, qui sont pour la

plupart des jeunes, qui ont opté pour le journalisme comme étant un choix professionnel. Nous avons des jeunes diplômés ou formés dans le cadre de programmes de formation initiale ou continue, attirés par la technologie de l'information. Ils agissent dans un environnement où la culture médiatique, elle, est en plein développement, par la prolifération et diversification de l'offre médiatique, par une marge de liberté de plus en plus importante, un paysage médiatique réformé et structuré avec des mécanismes de régulation et d'autorégulation.

Ces mutations dans le paysage médiatique ont donné lieu à des transformations et des intérêts et pratiques professionnels, [...] ces transformations, c'est le passage de l'information officielle à l'information citoyenne, de l'information globale à l'information de proximité, du journalisme classique au journalisme électronique, du journalisme d'opinion au journalisme d'investigation, quoique, à mesure que le journalisme d'investigation se développe, nous remarquons un retour progressif aux médias d'opinion, c'est le paradoxe !

Donc, même si on constate ce développement dans le paysage médiatique, il y a un grand besoin d'encadrement déontologique. Aujourd'hui, nous pensons que la fonction première, universelle, du journalisme, c'est de servir la société en informant le public, en surveillant l'exercice du pouvoir et en stimulant le débat démocratique afin de soutenir le développement politique, économique, social et culturel.

Conférence

L'OIF et le soutien aux médias

Avec

Tidiane Dioh,

Responsable Médias OIF



Créé en 1988, le Fonds d'appui aux médias apporte une aide financière aux entreprises de presse, dont le siège est basé dans un pays francophone, et qui désirent améliorer leur politique éditoriale, leur gestion managériale ou leur développement technologique. Il contribue également à financer des actions de mise en réseau de la presse écrite francophone, de formation ou toutes formes d'action répondant à des besoins spécifiques exprimés par les entreprises. Tidiane Diop, qui en a la charge depuis mars 2004 porte ici le regard de l'expérience sur la situation des médias dans l'espace francophone. Il tire la sonnette d'alarme : «Le monde francophone des médias a perdu la bataille du financement, il lui reste à ne pas perdre celle des contenus».

Afrique subsaharienne

Je vais commencer par la zone Afrique subsaharienne, puisque nous y sommes aujourd'hui. La zone Afrique subsaharienne part de Dakar jusqu'à Kinshasa, elle compte à peu près trois cent cinquante millions de personnes, et s'étend sur cinq millions de kilomètres carrés. Vous avez sur cet espace-là, un paysage médiatique qui est fragmenté, très fragmenté : beaucoup de radios, beaucoup de télévisions, beaucoup de sites internet mais pas un grand média qui quitte l'Afrique subsaharienne pour parler au reste du monde, pour inonder le monde!

1er constat : Nous avons entendu le ministre Youssou N'Dour hier à l'ouverture, qui nous a parlé de son journal, L'Observateur, qui tire entre 80 à 90 000 exemplaires, et je parle sous le contrôle du Président Madiambal Diagne [président des éditeurs sénégalais]. Il y a quelques années, Madiambal et moi avons vu des statistiques qui disaient que, sur la région de Dakar, à l'époque, il y avait 16 quotidiens et le lectorat était estimé à 125 000 lecteurs.

Aujourd'hui, je pense qu'on est à peu près à 250 000 lecteurs, donc vous voyez bien la performance que le journal de Youssou N'Dour fait, avec 100 000 lecteurs certains jours. Il faut savoir que ces 100.000 lecteurs. C'est le plus gros tirage, comme je l'ai dit, sur l'Afrique subsaharienne parce que, on part de 100.000 lecteurs, mais lorsque vous allez dans un pays meurtri de la francophonie comme la République Centrafricaine, vous pouvez arriver à des journaux qui tirent régulièrement

à 500 exemplaires. Donc on parle de 500 exemplaires jusqu'à 100 000. Ça, c'est l'Afrique subsaharienne. Vous avez un grand groupe audiovisuel, qui s'appelle «Africable», télévision basée au Mali, qui est à peu près le seul grand média international qui parle de l'Afrique.

Maghreb

Sur le Maghreb, je mets le Maghreb et le Moyen-Orient dans le même cas et vous comprendrez pourquoi, parce qu'il y a à peine dix jours, l'Organisation Internationale de la Francophonie a souhaité avoir un diagnostic précis de la situation des médias francophones dans le monde arabe, et aujourd'hui dans la presse écrite, nous avons 880 titres de presse écrite qui sont répertoriés dans le monde arabe parmi lesquels il y a 150 en français !

Donc, dans le monde arabe vous avez 150 titres en français sur 880 titres répertoriés, ça c'est une statistique qui date d'il y a quelques jours. Là aussi, dans le monde arabe, on est en retard sur quelles proportions ? Pourquoi c'est important ? Parce qu'il faut savoir que la présence de la presse francophone dans le monde arabe est très ancienne, parce que, avec l'arrivée de Napoléon en Égypte, en 1798, on a déjà des titres francophones et l'Égypte a au moins apporté des centaines de titres.

Sur la partie Maghreb, nous avons la plus grande concentration du monde en termes de télévisions satellitaires, pour une raison toute simple c'est que, depuis longtemps, le Maghreb est une zone très importante sur le

plan satellitaire du fait que c'est une zone de migration; et les algériens et les marocains qui sont en France ont très vite voulu se reconnecter à leur Pays.

Et lorsque vous voyez les statistiques depuis les années 90, les antennes paraboliques sont très importantes au Maghreb. Et je parlerai tout à l'heure de deux groupes français qui me semblent aller dans la bonne voie : c'est Canal plus et RFI et je me faisais préciser par Cécile Mégie [directrice RFI], le chiffre de RFI, mais je reviendrai sur RFI tout à l'heure.

Tout ça pour dire que, sur le Maghreb, contrairement à ce qu'on peut penser, les médias locaux maghrébins résistent beaucoup, alors même que, contrairement à l'Afrique subsaharienne, ils sont dans une zone où on parle arabe et l'arabe est une langue qui est écrite.

Autrement dit : les journaux francophones d'Afrique subsaharienne, généralement n'ont pas de concurrent dans les langues nationales parce qu'il y a très peu de pays africains francophones qui éditent des journaux. Vous avez le cas du Rwanda et le cas du Togo, où on peut avoir deux ou trois journaux qui écrivent dans les langues locales. Ce n'est pas le cas du Maghreb ! Le cas du Maghreb est plus compliqué parce qu'ils ont l'arabe et vous verrez d'ailleurs beaucoup de groupes de presse qui émettent en même temps des journaux en français et en arabe. Et, évidemment, le tirage des journaux en français a tendance à reculer, même si nous avons quelques bonnes nouvelles qui viennent d'Algérie où il y a 68 titres aujourd'hui en langue française et il y a des journaux comme El Watan qui font plus de 100 000 exemplaires depuis des années.

Asie du Sud-Est

On part maintenant du côté de l'Asie du Sud-Est. Donc là, ce n'est pas compliqué. Vous avez le Cambodge, le Viêt-Nam et le Laos : ce sont les trois pays de l'ancienne Indochine où,

malheureusement, nous avons un titre par pays. Ce sont «*Le Rénovateur*» du Laos, «*Le Courrier*» du Viêt-Nam et «*Gavroche*» qui est édité en Thaïlande.

Là-bas, dans cette partie du monde et un peu du côté de nos amis de l'Europe Centrale-Orientale, lorsque l'Organisation Internationale de la Francophonie soutient les médias - elle ne fait pas que soutenir les médias en tant que tels- elle le fait parce que ce sont des journaux qui sont les derniers bastions d'une résistance, entre guillemets, de la francophonie.

Lorsque vous soutenez «*Le Courrier*» de Moldavie dont la représentante est ici présente dans cette salle, Margaret Astrote, ou «*Le Courrier d'Erevan*» de Zara Nazarian, vous le faites parce qu'il y a des francophones qui vivent dans ces pays et qui souhaitent être informés en français.

Comme chacun le sait, le journal n'est pas simplement un moyen de faire passer des connaissances, des savoirs et des informations, c'est aussi un véhicule pour les valeurs.

Et donc, sur cette partie du monde : Asie du Sud-est et Europe Centrale-Orientale, l'Organisation Internationale de la Francophonie allie l'aide à la presse à la défense de la langue française. Nous sommes là, évidemment dans un cas de figure particulier.

Europe francophone

Il y a, ce que j'appellerai l'Europe francophone, c'est-à dire la France, la Suisse, la Belgique et un peu le Luxembourg, où, globalement, on remarque depuis quelques années, un recul de la presse écrite, notamment du point de vue des tirages. En France, tout le monde connaît la situation de la presse écrite qui a tendance à reculer et les sites internet de quelques journaux, notamment ceux du Monde et du Figaro, qui s'en sortent plus ou moins et arrivent maintenant à gagner de l'argent, ainsi

que le journal comme Le Canard Enchaîné. Mais globalement, la presse a tendance à disparaître.

Sur ce point, je dirais simplement que lorsque vous parlez des journaux en Asie du Sud-est, vous savez clairement que la presse écrite est en train de reculer et on peut dire pour reprendre une belle formule de Jean Miot que «l'écran tuera probablement l'imprimé dans quelques années» !

Alors même que lorsqu'on parle de l'Afrique, avec le taux d'alphabétisation qui est extrêmement bas malgré tout ce qu'on dit, je pense qu'il faut faire très attention parce qu'il me semble que l'imprimé en Afrique subsaharienne, en tout cas, a encore au moins une cinquantaine d'années d'existence devant lui. Mais ça c'est un débat technique.

C'est pour dire simplement que je vois beaucoup de groupes français qui se réveillent aujourd'hui, pour de bonnes raisons d'ailleurs, et qui disent que le prochain Eldorado des médias c'est l'Afrique subsaharienne ! C'est vrai ! Parce que nous avons, à l'horizon 2050, 700 voire 750 millions de subsahariens qui sont, potentiellement, des francophones.

Mais, comme je dis toujours à mes amis français, à la condition que les contenus soient des contenus adaptés; à la condition que ces personnes-là puissent consommer en français; à la condition que, et ça, c'est très important, que l'on se rende compte, nous, les francophones, qu'on est très en retard ! Ce sont des données historiques qui le confirment !

Canal plus, le groupe Canal plus, a commencé à s'installer au début des années 90 en Afrique; alors même que, depuis 88, CNN était déjà diffusée en Afrique. TV5 monde est diffusée en Afrique depuis le 28 mai 1992, alors qu'il y avait beaucoup, beaucoup de médias anglophones. Et la BBC est très présente sur le continent africain.

RFI

Dans le cadre de RFI, je continue à penser que c'est une trajectoire extraordinaire pour une raison toute simple, c'est que... je fais toujours une blague en disant : «*la première radio africaine c'est une radio française !*», c'est RFI en réalité ! Ce sont les faits !

Alors, RFI a réussi depuis plusieurs années, parce que RFI a réussi à parler aux africains, non pas dans leur langue, mais à parler aux africains dans leur contexte. A mon avis, le jour où RFI cessera de parler aux africains dans leur contexte, je pense que, là, on verra des changements !

Canal Plus

Le groupe Canal plus aussi a su se développer beaucoup, en Afrique et, notamment, au Viêt-Nam, parce que, précisément, non seulement Canal plus a su parler aux africains mais a su aussi adapter les pouvoirs d'achat, parce qu'on oublie toujours le pouvoir d'achat !

Je continue à penser que l'information, quelque soit son prix, quand elle est bien faite, les gens sont prêts à l'acheter ! Le groupe Canal plus a lancé en 94 un programme qui s'appelait «*Africa one million*» pour dire qu'il visait un million d'abonnés en Afrique et cela devait être fait avant la fin de l'année 2014. Ils ont dépassé le million parce que, simplement, ils ont su faire des offres très ciblées et notamment il y a des pays aujourd'hui où vous pouvez avoir une offre de Canal plus, du programme de Canal plus, avec, quelque chose comme 1 500, 2 000 francs CFA. Parce que, pendant longtemps Canal plus a perdu de l'argent, c'est vrai, en Afrique mais pendant longtemps, Canal a pensé qu'en faisant des procès aux pirates, elle allait s'en sortir. Ils ont vite redressé la barre et ça leur permet aujourd'hui d'être présents.

Donc, sur cette affaire de médias qui sont en train de s'installer en dehors de leur zone, puisque il me semble qu'on a atteint un certain niveau de saturation, il y a un groupe suisse

qui est représenté ici et qui fait un travail de fond remarquable qu'il a commencé dans les pays de l'Est, c'est le Groupe Ringier qui, aujourd'hui, commence à être présent en Afrique.

Ca veut dire que l'avenir des médias francophones aussi ne passe plus seulement par ce provincialisme clos comme disait l'autre, c'est aussi un phénomène de coopération ! Il ne faut plus avoir peur d'être sénégalais et d'exporter des contenus en France, comme le contraire aussi me paraît valable !

Océan indien

La dernière partie du monde dont on ne parle pas beaucoup où il y a une presse francophone, très dynamique malgré un environnement culturel et linguistique compliqué, c'est l'Océan indien. Il est un peu tiré par l'île Maurice et notamment le grand groupe de presse «La Sentinelle», qui est un groupe de presse basé à Maurice et qui a racheté beaucoup de publications à Madagascar et sur l'île de la Réunion.

Alerte danger

Ce sont ces 7 grands ensembles que je crois avoir identifiés. Une fois qu'on a dit ça, ça veut dire quoi, globalement ? Il y a alerte danger ! Jean Kouchner parlait tout à l'heure de la Conférence de Montréal. Elle dit ceci, la Conférence de Montréal : trois grandes conclusions :

La première conclusion c'est que le monde francophone des médias a perdu ou est en train de perdre la bataille du financement.

Les financements mobilisés par les autres régions linguistiques sont énormes par rapport à ce que mobilisent les autres francophones. Je vous donne deux exemples pour vous situer les différences : la CCTV chinoise, chaîne de télévision en français, a mobilisé 2 milliards de dollars pour être regardée en Afrique ! Deux milliards de dollars !

Pour numériser... passer de l'analogique au numérique, c'est le 17 juin 2015, date butoir pour tous les pays. D'ailleurs, j'ouvre une parenthèse pour dire que c'est dans moins d'un an et la plupart des pays africains ne sont pas encore au point ! Cinq milliards de dollars mobilisés par la Chine pour la numérisation. Une numérisation qui est en train de changer radicalement le monde puisqu'il ne s'agit pas seulement, que d'une affaire de techniciens. C'est un enjeu de civilisation et quelqu'un a dit cette très belle phrase : «dans la numérisation qui va se produire, il faut éviter que les africains construisent de grandes autoroutes et que ces africains n'aient pas de Limousine pour rouler dans les grandes autoroutes», c'est précisément cela !

Nous allons ouvrir les canaux, l'Afrique va être ouverte, parce que contrairement à ce qu'on dit, l'Afrique n'a jamais été ouverte médiatiquement. Il y a eu trois grandes phases, c'est-à-dire, la phase des paraboles, elles coutaient tellement cher dans les années 90, que, seuls quelques privilégiés pouvaient en avoir. Il y a eu les antennes MMDS que vous avez connues. Et là, véritablement, avec la numérisation à partir du 18 juin 2015, l'Afrique va être complètement ouverte !

Si elle n'a pas de moyens pour résister, elle va totalement disparaître de la civilisation médiatique ou de l'écologie médiatique, comme dirait l'autre. Autrement dit, les chinois sont présents et on n'a pas aujourd'hui, je parle sous le contrôle d'Olivier Zénérata de grands groupes médiatiques francophones qui soient présents dans le domaine de la numérisation. Je n'en connais pas. Je parle d'un groupe qui a une réputation ou en tout cas une envergure mondiale.

Donc, faisons attention à ça ! La bataille du financement a été perdue. Manifestement la bataille de la technologie a été perdue, autrement dit, les nouvelles technologies sont beaucoup plus importantes dans le monde

anglo-saxon qu'elles ne le sont dans le monde francophone.

Vous allez me dire : «on a perdu la bataille totalement !». Il reste d'après ce que disent tous les spécialistes, la bataille du contenu, qui est une bataille extrêmement importante ! Quand on a le financement et qu'on a la technologie et qu'on n'a pas le contenu, ça ne sert à rien ! Et je pense que c'est sur ce contenu-là qu'on peut redresser la barre et essayer de renverser la tendance.

Ce sont les trois grandes conclusions. Évidemment, je l'ai dit tout à l'heure, la quatrième conclusion c'est que tout le monde est d'accord pour dire que : l'avenir des médias francophones se fera en Afrique ! Mais là aussi, attention danger, parce que si les contenus ne sont pas bons, ça ne sert à rien de dire que c'est l'avenir.

La francophonie

Je terminerai rapidement par poser la question : «que fait la francophonie dans tout ça ?». Je l'ai dit, en filigrane, nous développons un ensemble de projets. Celui qui est vraiment le projet phare, pour lequel la francophonie est très fière c'est le fond d'appui à la presse que j'ai l'honneur d'administrer, qui est un fonds qui a été lancé en décembre 98 et qui a financé à peu près 150 journaux pour 5 millions d'euros sur 18 ans.

Il y a un certain nombre de mécanismes aussi qu'on met en place devant la faiblesse de nos moyens ou la faiblesse relative de nos moyens, c'est la mise en réseau. Elle nous semble extrêmement importante, et le président Diouf impulse d'ailleurs cette idée-là dans un domaine beaucoup plus élevé, au niveau des ambassadeurs. C'est-à-dire que, les francophones pris isolément ne peuvent pas faire grand chose, mais des francophones unis sont une force de frappe, d'impulsion extrêmement importante.

Voilà globalement ce que je voulais dire, je ne voulais pas préparer un discours, mais je voulais vraiment faire un échange avec vous. Dire qu'aujourd'hui la situation n'est pas désespérée mais elle est alarmante et que si on s'y met tous, si on unit nos forces, on peut aller vers quelque chose de très important et surtout dire qu'il ne faut pas rater le virage du numérique.

Il faut qu'on alerte nos autorités, il faut qu'on leur explique que ce n'est pas qu'une affaire de techniciens, que c'est une affaire qui engagera nos civilisations pour des décennies. Si on rate le combat de la numérisation, on sort de la civilisation dans les prochaines années, de la mondialisation de l'information.

Table Ronde

Quel avenir pour les médias traditionnels?



Animation :

Chérif Sy

(Burkina Faso) Président du Forum des Editeurs Africains

Intervenants :

Gordana Popovic

(Bulgarie), membre de l'UPF

Conserver la confiance des lecteurs

Cécile Mégie

(France) Directrice RFI

Khalil Hachimi Idrissi

(Maroc), Directeur général de l'Agence MAP

Madiambal Diagne

(Sénégal), Président du Forum des Editeurs Sénégalais

Halimé Assadya Ali

(Tchad), Directrice des stations régionales de la télé nationale

Khalil Hachimi Idrissi, DG de l'Agence MAP (Maroc) : En guise de conclusion rapide, je pense que l'avenir ira certainement aux entreprises de presse professionnelles qui pourront se décliner sur plusieurs supports. L'entreprise de presse qui travaille sur un support unique est condamnée à disparaître, parce que son modèle économique ne pourra pas la faire exister. La déclinaison sur de multiples supports, notamment numérique, audio, vidéo, site, etc..., devient une obligation impérieuse pour continuer à suivre le mouvement. Ca c'est une première chose. Mais cette mutation, me semble-t-il, ne peut pas se faire tout seul. Si on ne laisse que le marché réguler cette affaire, on voit très bien où ça va mener. Ca va mener à de très grandes catastrophes, notamment pour l'emploi, etc...

Il se trouve que c'est un secteur qui est mondialement aidé et soutenu par les pouvoirs publics. Il faudrait que, face à ces défis, les pouvoirs publics puissent accompagner ces entreprises de presse à se diversifier pour, notamment, garder l'emploi. Il y a une donne que le marché a réglée : c'est que tous les organes de presse transnationaux ont développé, aujourd'hui, une homogénéité telle que des expressions nationales sont très difficiles dans le domaine de l'information.

Effectivement, ceci impose aux Etats d'avoir des stratégies dans ce domaine, qu'on pourrait appeler, entre guillemets, des «souverainetés nationales» en terme d'information, pour que, il reste un terreau important de production journalistique qui est liée à une économie nationale et à un réseau national de production de contenu. Je crois que c'est un minimum. Il faudrait que l'Etat assume sa responsabilité face à la mutation. Et ce n'est pas uniquement les entreprises de faire face à ce défi des mutations technologiques ou à cet effondrement de modèle économique. Les

pouvoirs publics, à mon avis, doivent être interpellés sur ce point.

Cécile Mégie, Directrice de RFI (France) : Il y a un mot qu'on n'a pas prononcé, c'est «*francophonie*». Et, on parlait de convergence des médias, mais, là, on a tous, entre nous, une convergence linguistique et je pense que c'est peut-être, que cet espace de la francophonie, des Assises comme celle-là, d'autres lieux, peuvent nous permettre d'échanger et de ne pas être dans la confrontation nord-sud, est-ouest, peu importe la boussole. Je pense que cet enjeu-là, de la langue est primordiale. Pour le numérique, internet,... la langue majoritaire c'est l'anglais et si nous ne réfléchissons pas ensemble, quel que soit l'endroit d'où l'on parle et le type de média, à justement définir les enjeux, entre professionnels, entre spécialistes, ..., les axes autour desquels on doit réfléchir, je crains qu'on ne soit que dans du défensif. Les propositions peuvent être de réfléchir à la formation des journalistes, des professionnels, mais plus largement des pratiquants, j'allais dire, de ces médias numériques avec comme point commun la francophonie. Comment on indexe, quelle métadonnée, quelle sémantique il y a autour du web, comment on forme ces professionnels, comment on apprend le français à travers ces nouveaux outils,... Je pense que, là, ça peut-être un point de convergence qu'il nous faut avancer ensemble dans des instances comme celle-là, ou d'autres, mais en tout cas, pour défendre aussi des positions, enfin proposer en tout cas, des progressions dans cet univers de médias, qu'ils soient traditionnels ou numériques... Vraiment, le terme «traditionnel», je ne l'aime pas. Je pense qu'on est plusieurs à le partager. On est des médias et ce dénominateur commun peut être, à mon sens, un moyen de réfléchir un peu plus loin.

Halimé Assadya Ali, Directrice des stations régionales de la télé nationale (Tchad) : Je pense

qu'il y a des défis et parmi ces défis, il y a le numérique. Le numérique c'est une arme à double tranchant. Autant il peut sauver en faisant sauter des frontières, en offrant de nouveaux espaces d'information, d'éducation et d'apprentissage, autant il peut aider à la disparition de ce que nous connaissons maintenant. Je pense que le numérique c'est l'anglais. Donc, la francophonie va être un espace que les médias francophones doivent savoir développer pour pouvoir avancer ensemble. Parce qu'à force de vouloir avancer, peut-être en ordre de dispersion, on va être envahis par le numérique. Donc, pour préserver cet avenir que nous avons tous dit «radieux», en tout cas pour les médias traditionnels encore, il faut qu'on avance, pas en ordre dispersé mais regroupés, unis peut-être à travers la francophonie. Et je pense qu'on va s'adapter. On a prédit la disparition des médias traditionnels (la presse écrite notamment), aujourd'hui, 10, 15, 20 ans après, ils n'ont pas disparus, ils sont là. On donc va continuer à s'adapter, mais qu'on avance ensemble dans cette adaptation.

Madiambal Diagne, Président du Forum des Editeurs Sénégalais (Sénégal) : Je voudrais simplement abonder dans le même sens que beaucoup d'intervenants. Nous sommes à l'ère de la convergence entre les médias et nous vivons tous les jours avec. Le développement technologique nous l'impose. Pas plus tard

qu'hier, j'ai vécu une expérience assez intéressante, ici à l'hôtel. On avait à faire un courrier dans l'urgence, une lettre administrative qu'il fallait envoyer à... disons «un service», pour faciliter le déplacement, par exemple des participants à nos Assises à Gorée. La lettre elle est faite, il faut l'envoyer. Moi, mon réflexe, c'est de l'envoyer par email naturellement. Non, on appelle «A quelle adresse email il faut l'envoyer?» Mais non, il faut l'envoyer par fax. J'étais un peu surpris et sidéré. Mais est-ce que le fax existe toujours ? Parce que ça fait plus de 10 ans que moi je n'ai plus entendu parler de fax... Et là, il m'a donné un numéro de téléphone. On va au Business Center, et je dis : «Mais écoutez, on donne là, web par fax, est-ce que vous en avez ?» et on me dit : «Oui, on a un fax». Ah, je dis : «Ah bon, c'est curieux, le fax, la dernière fois que je l'avais vu, c'était un appareil téléphonique avec quelques numéros là, on composait...». Mais non, c'est avec l'ordinateur qu'il fait une sélection et il l'envoie comme un téléphone, voilà un peu l'application d'une évolution technologique qui m'a échappée et pour laquelle je n'étais pas préparé. C'est simplement dire, pour parler de notre question, qu'il y a une évolution du temps. Il y a une évolution des outils avec lesquels nous travaillons, et il faut faire avec cela. C'est la question de la frilosité dont on parle. On ne peut pas avoir peur de cela. Il faudrait qu'on l'adapte.

Clôture des 43èmes Assises de l'Union de la Presse Francophone

Discours de Madiambal Diagne,

Nouveau président de l'UPF

Déclaration de Dakar

Lue par Évelyne Owona Essomba [CRTV Maroua]

Remise de la Déclaration de Dakar au Président Macky Sall

Echanges du président de la République du Sénégal, Macky Sall avec la presse

Jean Kouchner

(France), Secrétaire Général International UPF

Khadija Ridouane

(Maroc) Journaliste radio et presse écrite

Ziad Maalouf

(France), journaliste RFI

Pape Mamy Diop,

(Sénégal) Journaliste RTS



Discours de Madiambal Diagne, Nouveau président de l'UPF

Excellences, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs les membres du gouvernement, Mesdames, Messieurs, distingués invités, chères consœurs et chers confrères membres de l'union internationale de la presse francophone.

Monsieur le Président de la République, je voudrai emprunter à un de nos amis communs qui venaient d'être installé à de hautes fonctions une formule pleine de prescience. Jean-Christophe Rufin est ici [médecin, historien, écrivain, et diplomate français, élu en 2008 à l'Académie française, ancien Président d'Action contre la faim, il a été ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie].

«Le seul ton qui convienne, dans la position qui est la mienne en cet instant, est celui de l'amitié. Permettez-moi d'oublier la majesté des lieux et l'écrasante présence de tous ceux qui nous y ont précédés. Je ne peux voir ici que des amis, auxquels je m'adresse avec une émotion qui vient de ma seule reconnaissance».

Chers amis, je n'ai vraiment pas de mots pour vous remercier pour la grande confiance dont vous me témoignez en m'élisant à la tête de la plus grande, de la plus ancienne organisation de la famille de la francophonie. Permettez-moi de rendre hommage à mes prédécesseurs illustres dans les fonctions de président international de l'Union internationale de la Presse Francophone et qui sont ici présents. Je veux parler de monuments de la presse, d'icônes des médias, en la personne du président Hervé Bourges qui est ici en sa qualité de représentant du secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Je veux parler de notre confrère Alfred Dan Moussa [Alfred Dan Moussa, Directeur général par intérim de l'ISTC,

successeur d'Hervé Bourges en 2008 à la présidence de l'UPF. A débuté au quotidien Fraternité Matin à Paris (France) et a fait toute sa carrière au groupe Fraternité Matin. En 1995, a pris la tête du nouvel Observatoire des libertés de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED). Alfred Dan Moussa a donné son nom au «Prix du meilleur journaliste de la presse en ligne pour la paix et l'intégration africaine dans l'espace CDEAO, attribué chaque année par le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d'Ivoire»] qui est ici en sa qualité de représentant du secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Je veux parler du grand frère Alfred Dan Moussa de Côte d'Ivoire. Je veux aussi parler d'Abdelmounaïm Dilami du Maroc.

Messieurs les présidents, comme on a l'habitude de le dire entre nous, je voudrai témoigner des efforts que vous avez généreusement consentis pour sauver l'UPF, pour la préserver en dépit des tumultes qui ont jalonné son activité et qui ont jalonné son évolution ; notamment, les 10 dernières années. Je peux dire que vous avez entendu le message exprimé de façon inlassable par les adhérents à l'occasion de nos Assises de Bucarest, de Montréal, de Yaoundé, de Kinshasa, de Rabat. Je me souviens de combats épiques que le président de l'époque et nous autres avions eu à engager à ce temps.

La préoccupation légitime restait l'exigence de transparence et de démocratie. Vous avez donc compris les impératifs de fonctionnement d'organisation en regroupant des esprits libres paraissant ce que sont les journalistes. C'est-à-dire la transparence, l'ouverture d'esprit et le respect des règles démocratiques.

Le comité international de l'UPF a eu la sagesse d'installer un nouveau bureau, je veux dire une nouvelle équipe. Cette équipe dispose d'atouts réels pour parachever le travail que vous avez engagé. Je salue l'élection de grands vice-présidents internationaux comme Jean Miot. Jean Miot est président de la section française. Il a été ancien président de l'Agence France-Presse et c'est une figure de proue du groupe Hersant. Il me plaît, Monsieur le président de la République, de souligner que Monsieur Jean Miot arbore avec fierté les insignes d'officier dans l'Ordre National du Lion du Sénégal que lui avait décerné le président Abdou Diouf en reconnaissance à des actions humanitaires qu'il avait réalisées au profit de la population sénégalaise. Applaudissements

Deux autres vice-présidents internationaux ont été élus. Ce sont Aimé Robert Bihina, du Cameroun. C'est un journaliste équilibré émérite.

L'autre vice-président est Jean-Pierre Molliet de la Suisse.

Monsieur le président, c'est avec enthousiasme que je vais saluer les efforts consentis par l'équipe du secrétaire général, Jean Kouchner. Applaudissements. Cher Jean, bravo, pour avoir réussi à faire revenir la confiance au sein du comité international. C'est un grand mérite. Il est vrai, je devine, que tu es en train de savourer ces instants. Tu peux en croire tes oreilles que je te jette des fleurs. Rire.

Notre comité international a désigné Khadija Ridouane du Maroc comme secrétaire général adjoint, pour son dynamisme et sa disponibilité.

François Stévenin, de la vallée d'Aoste, assure les fonctions de trésorier avec comme adjoint Hervé Deville, de la France.

Nous devons dire que si les 43èmes Assises de l'UPF ont pu se tenir dans des conditions totalement satisfaisantes, je vous le garantis, c'est grâce à votre soutien personnel Monsieur le Président de la République.

C'est aussi grâce à l'engagement de votre gouvernement, notamment du Premier ministre, Mahammed Dionne [en charge du «Plan Sénégal émergent»].

Vous avez fait montre à notre endroit d'une grande marque d'amitié et d'estime. Vous avez compris, certes, les enjeux importants d'une telle manifestation pour l'espace francophone, pour le développement et l'avenir des médias. Nos Assises ont permis des discussions enrichissantes sur le fonctionnement des médias dans un contexte de mutations technologiques qui transforment le monde des médias.

Ces Assises de Dakar, à coup sûr, marqueront une étape importante dans la vie des médias.

Monsieur le Président de la République, nous avons adopté une déclaration baptisée «Déclaration de Dakar». Elle est destinée aux chefs d'État et de gouvernement qui seront réunis la semaine prochaine à Dakar pour le 15e Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Nous vous demandons d'accepter de la porter auprès de vos pairs pour leur expliquer les fortes préoccupations des femmes et hommes des médias. Nous y avons en effet exprimé, à l'attention de vos pairs, notre angoisse permanente pour le sort des médias dans de nombreux pays de l'espace francophone. Nous sommes vivement interpellés par le lourd tribut que des médias payent dans des pays en situation de crise, comme par exemple la République démocratique du Congo, la République centrafricaine ou au Mali.

Donc, dans de nombreux pays de l'espace francophone, des journalistes sont violentés, voire même assassinés. Nous avons aussi une pensée amicale pour nos confrères et consœurs de la Guinée qui n'ont pas pu effectuer le déplacement de Dakar pour participer aux 43èmes Assises de l'UPF.

L'UPF regroupe 3 000 membres provenant de 125 pays. Nous avons l'ambition d'élargir davantage ces bases. C'est pourquoi nous saluons le retour au sein de notre grande famille de nos amis, frères et sœurs du Vietnam, du Québec, de la Suisse et de la Belgique. La relance de ces sections nationales, comme celle des îles du Comores, est un impératif pour la nouvelle présidence internationale de l'UPF. Nous entendons également inscrire en bonne place sur notre feuille de route, un plan d'animation de toutes les sections nationales.

Les membres de l'UPF ne devraient pas se rencontrer qu'à l'occasion de la tenue de nos Assises. Le secrétariat général et le comité international devront marquer davantage leur présence aux côtés des sections nationales.

Il nous appartiendra de mettre en œuvre des stratégies pour lever les ressources nécessaires qui permettront à conduire les programmes de formation et d'échange. Pour ces missions, qui sont très importantes pour nous, nous pouvons compter sur le dynamisme de Khadija Ridouane, du Maroc, de Philippe Dessaint, de la section française, et de Jean Pascal Ndong Obiang, du Gabon. Un cahier des charges sera défini pour ces chargés de mission que nous avons eu le plaisir de désigner.

L'UPF devra désormais se distinguer en favorisant entre ses membres avec une offre pertinente et attractive du point de vue des contenus.

La voix de l'UPF, et c'est une demande très fortement exprimée par les adhérents, devra être plus audible sur toutes les questions qui concernent la vie des médias. Ce matin même, en comité international, nous avons été interpellés sur cette question. Aussi, devons-nous nous engager, nous autres, membres du comité international, à mieux faire remarquer l'existence de l'UPF par les organisations internationales de coopération, à commencer par l'Organisation Internationale de la Francophonie. Et nous sommes heureux, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, de reconnaître la

présence et le choix du président Bourges pour représenter pas seulement à la cérémonie d'ouverture et à la cérémonie de clôture, mais durant nos travaux, le président Abdou Diouf secrétaire général international de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Chers amis, qui ne se souvient pas, au sein de l'UPF, du prix intitulé «Prix de la libre expression». Cette distinction était une forme de reconnaissance du mérite de professionnel des médias. Il me semble opportun de réfléchir ensemble pour inciter à nouveau une distinction portant le label de l'UPF, qui témoignerait de l'action des femmes et des hommes des médias. Nous entendons rester ouverts à toute suggestion, à toute idée, qui participeront à consolider et à renforcer l'événement dans notre organisation.

Permettez-moi, enfin, de remercier toutes les personnes qui ont participé à l'organisation matérielle de nos Assises. Les membres de la section sénégalaise trouveront ici notre gratitude, notamment notre aîné, Abdou Gningue.

Je voudrai aussi remercier très sincèrement et en votre nom à vous tous, Hervé Deville, qui nous a épatés par ses compétences dans l'organisation de rencontres internationales.

Hervé a été la cheville ouvrière de ces Assises. Nous l'en félicitons et l'en remercions. Il a fait un véritable don de soi, en acceptant toutes les tâches, même les plus ingrates. Je tiens aussi à exprimer, et c'est très demandé par les adhérents de l'UPF, des remerciements et une reconnaissance à la persévérance de Madame Chantal Leroy. Applaudissements. Chantal, la mascotte de l'UPF mérite ces encouragements et ces félicitations. Chantal, merci pour tout.

Monsieur le Président de la République, je vous remercie.



Déclaration de Dakar

Lue par Évelyne Owona Essomba,

journaliste [CRTV Maroua], (Caméroun)

*Monsieur le Président de la République du Sénégal,
Monsieur le président
international de l'UPF,
distinguées personnalités,
Mesdames, Messieurs,
chers confrères,
chères consœurs,
voici la Déclaration de Dakar :*

Déclaration de Dakar des 43èmes Assises de la presse francophone

L'Union de la Presse Francophone n'a de cesse de porter le rêve francophone. C'est-à-dire la liberté, les droits de l'homme, la démocratie, la paix. C'est la tâche des médias francophones de promouvoir ces valeurs communes dans la compréhension et le respect des différences culturelles qui sont notre richesse. L'Union de la Presse Francophone, la plus ancienne des associations francophones, représente une ressource humaine de près de 3.000 professionnels, éditeurs, cadres, journalistes de l'écrit comme de l'audiovisuel et du numérique, répartis dans 125 pays. Elle vient de consacrer ses Assises de Dakar, avec plus de 300 participants venus de 35 pays, aux jeunes face au numérique.

Outil incontournable aujourd'hui, le numérique bouleverse, chez les jeunes notamment, la consommation des médias. Il ne saurait y avoir de développement de la francophonie auprès de la jeunesse, sans développement de ce nouvel outil.

La francophonie doit s'employer à développer le numérique partout où les populations n'y ont pas encore accès, à créer les conditions d'une information pluraliste, libre et responsable.

La presse, en conséquence, doit réinventer ses modèles économiques. Les plus grands journaux mondiaux ont mis des moyens, de grands moyens, pour aborder cette révolution, jouant à fond la complémentarité entre Internet et le papier. Même si l'équilibre n'est pas encore atteint, leur survie en dépend. L'écran sauvera l'écrit.

La presse francophone s'y engage avec enthousiasme et efficacité à la hauteur de ses moyens, trop souvent modestes. Il appartient donc aux gouvernants de soutenir cet effort et cette inéluctable modernisation des médias, en agissant sur les plans financiers et législatifs.

Ce soutien, souvent indispensable, qui est une aide aux citoyens, doit être mis en œuvre de façon transparente, dans le respect absolu de l'indépendance des journalistes et de l'autonomie des médias.

Les médias sont essentiels à la démocratie. Ils sont aussi un vecteur important du développement économique qui a besoin de la libre circulation des hommes et des idées. Il faut donc prendre, rapidement, des initiatives courageuses pour l'attribution des visas dans l'espace francophone.

La liberté de la presse est la première de toutes les libertés. Elle doit être garantie.

C'est pourquoi les Assises de la presse francophone lancent une nouvelle fois un appel solennel à tous les chefs d'État pour la suppression des peines privatives de liberté, relatives aux délits de presse.

Cette règle, qui garantit l'indispensable pluralisme de l'expression démocratique doit être partout inscrite dans la loi.

Dakar, le 22 novembre 2014»

L'interview de Macky Sall, Président de la République du Sénégal



Exercice inédit : Le Président Macky Sall répond aux questions de l'UPF et des médias

Le président sénégalais Macky Sall a clôturé les 43èmes assises internationales de la presse francophone par un exercice inédit. Au lieu du discours classique, le Président de la République du Sénégal a accepté de se livrer en public à un jeu de questions-réponses avec quatre journalistes. Jean Kouchner, également secrétaire général de l'UPF, Ziad Maalouf, Journaliste à RFI et animateur de l'émission «l'Atelier des médias», Pape Mady Diop, journaliste à la RTS et Khadija Ridouane (UPF)

Le Président Macky Sall s'est notamment prononcé sur les questions de la révolution numérique, sur la réforme du code de la presse au Sénégal et notamment la dépénalisation des délits de presse ainsi que sur les conditions de l'exercice du métier au Sénégal.

Voici l'interview intégrale :

Jean Kouchner, secrétaire général de l'UPF : Je voudrai d'abord adresser des remerciements chaleureux à vous-même, Monsieur le Président. Voilà quelques mois nous nous étions à Dakar, vous nous avez fait l'honneur de nous recevoir pour parler de ces Assises et vous nous avez assurés de votre soutien. Je ne vais pas répéter, de façon générale, l'ensemble des remerciements qui vous ont été déjà adressés, mais je tiens quand même à souligner que toutes les promesses que vous aviez faites à ce moment-là se sont démultipliées.

Nous avons, enfin, si vous le permettez, l'honneur de dire vraiment que ces quarante-troisièmes Assises de la presse francophone feront date non seulement dans l'histoire de l'UPF, mais de l'ensemble des médias.

Alors, remerciements, mais nous restons des journalistes Monsieur le Président et, il fallait vous y attendre. Vous le savez, on n'a pas toujours approuvé le formalisme nécessaire pour les instances dirigeantes. Et nous vous avons proposé, très récemment, non pas de voir se succéder différents discours, même s'ils sont très riches, mais que vous puissiez répondre à un certain nombre de questions de journalistes en direct et en public. Il a bien fallu en choisir quelques-uns, sans aucun formalisme. Nous avons donc choisi, il a fallu arbitrer, ça été difficile : Khadija Ridouane, qui nous vient du Maroc, qui est une journaliste de radio mais aussi de presse écrite, et puis Ziad Maalouf, qui nous vient du Liban mais qui travaille aussi à Radio France internationale, et enfin Pape Mady Diop, qui est le régional de l'étape, qui vient de la RTS, la Radio Télévision du Sénégal. Je vais leur donner tout de suite la parole sans aucun formalisme. Je voudrais quand même souligner que, quand on vous a sollicité pour vous demander si vous étiez d'accord pour répondre en direct à une interview, un certain nombre de mes confrères m'ont dit : «oui mais tout ça, c'est cousu de fil blanc. Les questions vont être préparées d'avance. Les thèmes vont être convenus, etc. Alors je voudrais souligner, ici, qu'à aucun moment, aucun contact avec aucune personne de votre entourage ne nous a imposé quoi que ce soit. Voilà. Je vous remercie Monsieur le Président, d'emblée, pour cette liberté à laquelle les journalistes tiennent beaucoup.

Je ne vais pas répéter en plus ce qu'a dit Monsieur Diagne, mais je voudrais simplement vous poser une question. Nos Assises, vous le savez, ont examiné la question des rapports des jeunes avec l'information. C'est pour nous une très grande question. On n'est pas citoyen dans un Etat, si on n'est pas bien informé. Et donc, évidemment, en particulier les jeunes qui vont accéder à la vie active doivent être très bien informés. Alors, il y a ce qu'on appelle la «révolution du numérique» mais aussi tous les médias, que je ne qualifierai pas de «traditionnels» puisque je me suis fait reprendre pendant les Assises sur ce terme, tous les médias existants et qui continuent ; et je voudrais vous poser cette première question : est-ce que vous pensez, aujourd'hui, que les jeunes, d'une façon générale dans l'espace francophone, avec votre propre expérience, sont suffisamment bien informés, et que faut-il faire pour essayer de développer les moyens d'information ?

Macky Sall, Président de la République du Sénégal : Merci beaucoup. Et bien Jean Kouchner, je pensais que nous avions un deal. C'était de vous accompagner pour la bonne réussite de vos Assises. Mais je ne savais pas qu'il fallait payer encore un tribut. D'abord transmettre votre déclaration et la défendre devant les chefs d'Etat et de gouvernement, ce que je ferai avec grand plaisir. Mais, je me soumettrai également volontiers à vos questions. Je tenterai d'apporter des réponses les plus claires qui soient.

S'agissant donc de la première question. Elle pose la problématique, aujourd'hui, de ce que vous avez qualifié de «révolution numérique». Notre monde est en train de subir des modifications extraordinaires du fait justement du numérique, de l'économie numérique, de la révolution également de la révolution de l'information par les systèmes nouveaux d'information et de communication. Que ce soit dans la banque, que ce soit dans le travail de tous les professionnels, quel que soit le secteur d'activité, aujourd'hui, le numérique a apporté une transformation radicale. Et la presse n'échappe pas à cette révolution. Elle est aussi valable pour les médecins qui, il y a 20 ans, 30 ans, travaillaient encore avec des échographies, des données analogiques. C'est aussi vrai pour les géologues ou les géophysiciens qui doivent faire l'exploration, qui travaillaient avec des cartes dans de vieux ordinateurs. Aujourd'hui, tout est numérique. Et ça donne, ça offre, des possibilités extraordinaires. Dans la presse, aujourd'hui, nous allons aller vers la télévision numérique en juin, juillet 2015. Et, vous l'avez évoqué, le risque qu'il y a sur le papier, le journal;

objectivement, il faut le dire, son avenir est incertain. Mais il ne faut pas pour autant s'en émouvoir. Parce que ce qui est essentiel c'est le contenu. Et les contenus resteront des écrits. Que ce soit à travers le numérique, que ce soit sur l'écran, sur le papier, à la télévision, il faudra des journalistes pour écrire, pour commenter. Et je pense que c'est surtout cela, leur rôle. Donc ce sont les contenus qui sont importants. Maintenant il est clair, aujourd'hui, que chaque journaliste doit pouvoir être formé et être capable d'utiliser les outils nouveaux des technologies de l'information et de la communication. C'est simplement à ce niveau qu'il faut qu'il y ait un changement de mentalité. Que donc, dans les écoles de formation de journalistes, qu'on forme en même temps le journaliste de télé, journaliste de radio où le journaliste de la presse, dans les outils qui seront son quotidien. Ce quotidien sans lequel il ne pourra pas, évidemment, développer son métier quels que soient par ailleurs ses talents.

Je pense que c'est une opportunité pour tout le monde. Et du fait de notre retard industriel, pour les pays les moins avancés comme l'Afrique, nous pouvons compenser à pas de géant ce gap industriel par, justement, l'égalité dans l'évolution numérique. Il n'y a pas beaucoup d'investissements à faire, il s'agit juste de se mettre à l'air du numérique pour, quand même, participer dans le concert du monde d'aujourd'hui. Et nos jeunes, je pense, doivent être préparés. Ils le sont d'ailleurs. Maintenant, les états doivent faire des efforts sur l'accès à Internet qui reste très cher. Et c'est pourquoi, au Sénégal, j'ai décidé que, déjà, tous les campus universitaires et bientôt tous les lycées seront des espaces ouverts où le wi-fi sera gratuit et où l'accès à Internet sera gratuit pour l'ensemble des étudiants, des élèves, afin que cet environnement leur soit familier et accessible. Voilà, on leur donne les chances d'être au même pied d'égalité que les jeunes du Nord et des autres pays.

Ziad Maalouf (RFI) : J'ai eu la chance, pour Radio France internationale, de couvrir les élections de 2012 où vous avez été élu. À l'époque, avec des blogueurs, on s'était amusés à comparer la stratégie numérique des deux principaux candidats, des candidats du second tour. Vous étiez loin devant Abdoulaye Wade dans ce domaine...

Macky Sall : c'est normal.

Ziad Maalouf : Voilà, c'est normal. Quel est votre pratique, quel est votre regard, justement, sur l'univers numérique ? Vous êtes, vous avez été pendant ces élections, et par la suite, assez actif sur Twitter. Vous l'êtes moins. Est-ce que c'est quelque chose que vous regardez de près ? Est-ce que, de par vos fonctions, vous n'avez pas le temps ? Est-ce que vous avez une certaine distance par rapport à cet univers ?

Macky Sall : Vous avez raison, j'ai été très actif sur le net à l'époque j'avais moins de responsabilités et j'avais plus de temps. Moi-même, j'animais ma page Facebook. Moi-même, je tweetais. Évidemment, depuis, ce n'est plus la même chose. Mais, en fait, je suis en train de me réorganiser parce que je ne peux pas me permettre de régresser dans ce domaine. Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont une donnée réelle dont il faut tenir compte pour la communication. Et je suis en train de me réorganiser pour que, vraiment, la page Facebook, tout comme le Twitter, soient actifs et que ce soit moi-même, autant que faire se peut, qui puisse participer au dialogue avec les amis. C'est vous dire qu'aujourd'hui, que l'on soit chef d'État, journaliste, ou tout ce que l'on veut, si on n'est pas connecté, c'est que vraiment on est «out».

Ziad Maalouf : Vous avez mentionné d'ailleurs les changements par rapport aux métiers de géologue, de géophysiciens... ça, c'est votre métier d'origine, vous êtes aussi un ancien de la politique. Est-ce que vous avez vu des changements dans votre pratique ? Le fait de pouvoir être interpellé directement, est-ce que vous voyez des interpellations ? Est-ce que ça change ? Est-ce que ça a changé votre métier d'homme politique ?

Macky Sall : Oui. Je peux vous dire que même dans notre vie de chef d'État, la révolution numérique a changé les pratiques, et même le protocole, puisque dans le temps les règles du protocole, comme vous le savez, sont des règles immuables, complètement fermées. Aujourd'hui, elles sont dépassées aussi, puisque lorsqu'un président prend son téléphone pour faire un texto, on considère que ce n'est pas très sérieux. Alors que, vous le savez, il faut bien communiquer ne serait-ce qu'avec ses plus proches collaborateurs. Et je le fais par texto avec un nombre limité de gens, pour pouvoir quand même échanger, pour, tout en travaillant, voir le message qui arrive, pour prendre ou donner des instructions, etc. Ca, c'est dans la pratique de tous les jours. Le mail, c'est pareil. Donc, ce sont aujourd'hui des outils modernes, qui viennent changer les règles du protocole. Et il faut que le protocole s'adapte lui aussi à ces nouveaux instruments. Parce que c'est l'air du temps et que nous sommes à l'ère numérique. Je pense que, oui, ça a changé quelque peu ma façon de travailler et ma façon d'être.

Ziad Maalouf : Restons encore un peu dans le numérique et parlons des blogueurs. En mai 2013, le Sénégal a expulsé un blogueur tchadien, également, opposant politique, [Makaila Nguebla](#), ça a été assez incompris de la part de votre pays. Il a d'ailleurs reçu, depuis, l'asile politique en France, donc une sorte de légitimation quand même de son statut et des dangers qu'il encourait. Est-ce que c'était une erreur ? Un mauvais message envoyé à la communauté des blogueurs ? Et puis, généralement, quel regard vous portez sur les blogueurs ?

Macky Sall : Je dois vous dire que ce n'était pas une erreur du tout. Nous sommes un État organisé, qui a une vieille pratique de l'hospitalité. Ce n'est pas un hasard si le Sénégal a déjà reçu plusieurs anciens chefs d'État, mais aussi plusieurs opposants qui sont dans notre pays aujourd'hui. Mais seulement notre pays ne peut pas aussi être un pays à partir duquel on organise une déstabilisation contre quelque région que ce soit. On doit être très clairs là-dessus. Nous ne sommes pas là pour orchestrer des changements anti constitutionnels vis-à-vis de quelque pays que ce soit. Par contre, tous les journalistes qui y séjournent, dans le respect de la liberté de la presse et des relations nécessaires de bon voisinage entre le Sénégal et leur pays d'origine, ils n'ont aucun problème. Mais lorsque le gouvernement tchadien, à plusieurs reprises, avec les documents à l'appui, saisit notre gouvernement pour se plaindre des agissements de ce journaliste, de ce blogueur, et des interconnexions, ils sont même allés jusqu'à poser des actes vraiment de déstabilisation, je ne sais pas vraiment ce que ça vaut, mais il y a eu suffisamment de plaintes, et nous avons suffisamment interpellé le journaliste par nos services pour attirer son attention. Il a continué. Écoutez, la seule chose que l'on pouvait lui dire, c'est d'aller continuer à faire son activité ailleurs. Puisque nous avons, quand même, à respecter également et à préserver les relations de bon voisinage entre le Tchad et le Sénégal. Et il n'a pas été contraint mais on lui a dit «vous choisissez le pays de votre choix. Votre pays de destination.» On l'a ramené jusqu'à la frontière de ce pays. Comme c'était un pays frontalier, et bien ça s'est passé comme ça. Mais nous avons encore chez nous énormément de journalistes qui viennent d'autres pays. Et beaucoup d'autres pays, d'ailleurs, nous en veulent. Nous les protégeons. Mais, le Sénégal ne peut pas être, quand même, un pays où on s'installe pour après essayer de

déstabiliser. Tant que c'est la liberté de la presse, nous n'avons aucun problème. Mais voilà, ce qui s'est passé pour le cas de ce journaliste, c'est rien d'autre.

Khadija Ridouane : Monsieur le Président, vous parlez de liberté des journalistes. Vous avez parlé de la liberté pour les journalistes qui s'installent au Sénégal. Qu'en est-il de la liberté des journalistes au Sénégal ? Et j'en viens à la presse en ligne qui, aujourd'hui, s'installe, qui a une activité au Sénégal. Il y a un débat sur la régulation de cette presse en ligne. A ce propos je cite le ministre de la communication qui disait que, évidemment, ce que vous avez dit en prélude de cette réunion, la formation c'est important, mais il a aussi dit : «on réprime». Alors, c'est quoi le choix du Sénégal : liberté ou répression ?

Macky Sall : C'est la liberté. Je crois à la liberté. Mais c'est quoi la liberté ? C'est ça la question. Au Sénégal, je vous rassure, je crois que Madiambal Diagne (Président de l'UPF), qui n'est pas un modèle de tranquillité, d'ailleurs, avec son journal qui n'est pas toujours très amical, nous avons au Sénégal, vraiment, une presse libre. Ça ne dépend pas du Président Macky Sall ou de qui que ce soit. C'est un acquis historique dans ce pays. Il n'y a pas un seul journaliste qui soit mis en prison pour des délits de presse. Je dis bien délits de presse. Ou pour des délits d'opinion. Ça n'existe pas. S'il y en a, on peut me le rappeler. Moi, à ma connaissance, je n'en connais pas. Alors, nous n'avons pas de problème de liberté, peut-être même trop de liberté. Ça peut être un problème de trop de liberté. Mais, toujours est-il que, dans notre pays, la presse vient d'installer elle-même un tribunal des pairs. J'étais là à la cérémonie d'installation. Et j'ai pris l'engagement en disant : «en ce qui concerne l'état, je peux vous dire que, désormais, si nous avons des reproches à faire à des journalistes, nous nous adresserons au tribunal des pairs. Pas au tribunal correctionnel». Et nous avons maintenant, un code de la presse qui a été élaboré depuis plusieurs années et qui est resté bloqué à l'Assemblée nationale, puisque les députés estimaient que c'était un code peut-être attentatoire également à la liberté de certains citoyens. Mais le groupe parlementaire qui est le nôtre a été invité à reprendre le document. Et nous allons nous-mêmes, gouvernement, reprendre le document pour le réintroduire au Parlement. Parce que ça date de 2010.

Khadija Ridouane : Donc, bloqué depuis cinq ans...

Macky Sall : Nous allons faire en sorte de le réintroduire au vote de l'assemblée. Un nouveau code de la presse qui consacre la dépenalisation des délits de presse.

Khadija Ridouane : Vous anticipez ma question, Monsieur le Président. Le nouveau code de la presse, prévoit-t-il la suppression totale des peines d'emprisonnement pour délits de presse ?

Macky Sall : Il faut reconnaître qu'il y a quand même, parfois, un problème d'abus. La presse, c'est aussi l'équilibre dans l'information. Et lorsque des non-journalistes s'invitent dans la profession, utilisent la profession comme un moyen de chantage, on n'est plus dans le journalisme. Il ne faut pas que ces acteurs non-journalistes, ou en tous cas qui ont d'autres motivations que professionnelles, qu'elles soient politiques ou économiques - on voit aussi des hommes qui ont des intérêts économiques dans les groupes de presses - pour intervenir dans tel ou tel sens, pour obtenir tel ou tel marché etc. Ça, ce n'est pas acceptable.

Il donc urgence, à mon avis, à voter un nouveau le code de la presse qui consacre totalement la dépenalisation des délits de presse pour les journalistes. Et il y a une

nécessité, tout de même, à faire la régulation sur le net. Puisque, derrière l'anonymat du clavier, parfois on détruit des vies. N'importe qui peut se réveiller, prendre son clavier, créer un événement, insulter tout le monde et susciter un dialogue derrière, et personne n'est responsable ? Ce n'est pas possible ! Soit les responsables des sites doivent veiller à ce que les informations qui sont contenues soient tracées. Au moins que l'on connaisse les auteurs. C'est la moindre des choses. Les gens doivent au moins assumer les opinions qu'ils émettent. En tous les cas, il faut une réflexion puisque nous n'avons encore rien fait sur la régulation en matière d'Internet, voir comment éviter, simplement, les dérapages. Or, Internet est déjà dans nos mœurs. La presse en ligne, toute la presse est reprise. Et nous avons un nouveau métier journalistique au Sénégal, c'est la revue de presse. Je ne sais pas comment on la qualifie. C'est les radios qui reprennent la presse, mais avec une théâtralisation extraordinaire parfois, qui suscite tout un métier nouveau. Je pense que tout ça mérite que des règles soient édictées pour éviter les abus. Mais, nous sommes dans le régime de la liberté de la presse.

Khadija Ridouane : Président, permettez-moi d'insister. Vous avez dit que vous êtes avec la liberté. Vous avez dit aussi que le code de la presse qui prévoit la dépenalisation des délits de presse est au parlement depuis cinq ans. Il y a une attente forte des journalistes professionnels sénégalais. Est-ce qu'il y a un calendrier précis pour que ce texte puisse passer ?

Macky Sall : Oui, le calendrier... Vous savez, il y a quand même un principe, c'est la séparation des pouvoirs. Sinon, j'aurai dit, je suis le chef de la majorité. Mais il y a quand même un respect aussi pour le pouvoir parlementaire, il faut qu'on négocie avec eux. C'aurait été le gouvernement, j'aurai dit, voyez, la date c'est ça. Je ne peux pas le faire s'agissant de l'assemblée, puisque c'est elle qui a le pouvoir de légiférer. Et ce texte a été introduit à la législature précédente. J'ai déjà, au niveau des instances politique, informé notre groupe parlementaire que nous souhaitons reprendre ce code et le faire adopter ; puisque, en définitive, il n'y a pas de péril. Dès lors qu'au Sénégal on ne met pas les journalistes en prison, même s'ils font des délits de presse. Donc, au fond, on gagnerait au moins à avoir le code. Puisque de toute façon, il n'y aura pas de journalistes en prison. En tout cas, pas tant que je suis président de la République. Donc on n'a rien à craindre. Le président de la commission est là devant moi, l'honorable Maître Djibril War. J'en profite pour lui demander, président de la commission des lois, de nous aider à faire adopter ou alors que le gouvernement reprenne le texte pour le ré-envoyer, conformément aux règles de procédure en vigueur.

Khadija Ridouane : Il y a un autre domaine sur lequel le gouvernement peut agir directement, c'est celui relatif aux conditions d'exercice de la profession des journalistes. Il y a une convention au Sénégal, une convention collective qui date de 20 ans. On parle aussi de la remettre au goût du jour et de préserver les droits des journalistes, notamment des droits au salaire convenable, les droits à un exercice libre de la profession... Est-ce que le gouvernement sénégalais peut s'engager devant cette assemblée de journalistes, pour pouvoir, justement, la mener à terme et améliorer les conditions d'exercice de profession journaliste ?

Macky Sall : Oui. Certainement. Cette convention qui date d'il y a plus de 20 ans, même 25 ans, mérite d'être renouvelée. C'est clair que nous ne sommes plus dans les mêmes conditions économiques qu'il y a 25 ans. Donc, je suis tout à fait favorable à ce que la presse publique, et en tout cas l'audiovisuel public engage cette discussion. La presse publique est, d'ailleurs, mieux outillée que la presse privée. Il faut dire les choses, les journalistes dans le

secteur public sont mieux traités. Donc, moi j'invite également la presse privée à travailler de concert avec la presse publique pour qu'il y ait une amélioration globale de la convention collective des journalistes et techniciens de la communication. Mais il y a un aspect qui dépend un peu du nouveau code. C'est-à-dire la carte de la presse. En fait, qui est professionnel de l'information? Ça, c'est une question de fond. Parce que voilà un métier où tout le monde vient, rentre, du jour au lendemain, sans qualification, sans formation. Quand même, pour être médecin, il y a une procédure. Pour être infirmier, il y a une procédure. Pour être même chauffeur, il faut aller passer le permis de conduire avant de prendre un véhicule... Pour être journaliste aujourd'hui, on n'est pas obligé d'avoir une qualification quelconque. Ce sont les journalistes eux-mêmes qui doivent défendre leur métier. Il ne faut pas laisser tous ceux qui sont recalés du brevet ou même du bac investir cette profession. Du jour au lendemain, ces personnes se réveillent et se retrouvent avec un titre. C'est un problème sérieux. Et ce problème, la presse l'a bien identifié. Dans le cadre de la nouvelle convention, il est défini, en tout cas, des dispositions pour avoir accès à la carte de la presse. Et à partir de ce moment, il sera plus facile, vraiment, d'améliorer, de manière sensible les conditions de vie et de travail des journalistes. Parce que ce sera un nombre plus maîtrisé, plus limité. Pour les autres, nous, nous sommes prêts à offrir des formations. Nous l'intégrons dans le cadre de l'aide qu'offre l'Etat à la presse. Cette aide est de 1 million et quelques d'euros pour le moment. Disons quelques 700 millions de francs CFA qui devraient aller peut-être à 1 milliard dans un premier temps, l'année prochaine. Et nous pourrions l'augmenter régulièrement. Nous avons aussi fait des abandons de dettes, pour la presse. Des dettes fiscales abandonnées, ce qui n'est pas très citoyen, mais enfin, il fallait le faire, parce que la presse a besoin d'être soutenue. Et il y a d'autres aspects que nous sommes en train de regarder avec les éditeurs de presse pour, justement, faciliter les conditions d'exercice du métier de journaliste, qui est un métier difficile, il faut le reconnaître, et un métier risqué. Les journalistes font partie des métiers les plus exposés au monde. Et c'est encore eux qui paient le plus lourd tribut dans les zones de guerre, dans les zones de conflit, et partout ailleurs.

Donc, nous sommes d'accord qu'il faut les protéger. Et il faut les mettre dans les meilleures conditions. Mon gouvernement n'a aucun problème à vraiment faire le maximum qui soit pour que la presse sénégalaise continue à être une presse libre, mais une presse de qualité, comme elle l'a toujours été par le passé.

Pape Mady Diop (RTS) : Monsieur le Président, vous l'avez dit tout à l'heure, juin 2015, c'est la date que se sont fixés plusieurs états pour exercer la mutation technologique vers le numérique. Vous l'avez dit aussi, les coûts pour la réussite de cette mutation restent très élevés. Pour le cas précis du Sénégal, Monsieur le Président, qu'est-ce qui va être mis en place pour que le pays soit au rendez-vous de 2015 ? Et pour rentrer dans les détails, Monsieur le Président, le démarrage de la télévision numérique terrestre, il y a un problème, il y a une crainte qui est là : risque réel pour la production des contenus audiovisuels. Est-ce que l'Etat doit accompagner les télévisions nationales tout au début de ce basculement ?

Macky Sall : Je pense que le passage numérique pour la TNT est une obligation. L'Union Internationale des Télécommunications a décidé que ce serait juin 2015, et le Sénégal sera au rendez-vous. Nous avons mis en place un instrument qu'on appelle le CONTAN [Comité national de Pilotage de la Transition de l'Analogique vers le Numérique], alors je ne sais plus la signification, mais en tout cas c'est une sorte de cellule, c'est une commission nationale chargée de la transition de l'analogique vers le numérique. Le Contan a fait un travail important. Et c'est un de vos collègues journaliste, votre confrère Babacar Touré qui est

président du CNRA [Conseil national de Régulation de l'Audiovisuel], que j'ai désigné pour présider, ce Contan. Cette commission nationale qui a déjà fait un travail remarquable, qui a proposé au gouvernement, alors, le schéma de transition. Et nous avons sélectionné une télévision sénégalaise privée, enfin des professionnels sénégalais, qui feront, en tout cas, le passage, et un certain nombre de tâches qui leur ont été définies dans le cahier des charges. L'État lui-même a déjà créé les conditions pour que la télévision publique, la RTS, soit au rendez-vous. Je dois dire qu'à l'occasion de ce sommet (des chefs d'Etats de la francophonie), la RTS a été dotée, -le directeur de général de démentira pas - de 3 milliards. Ce qui a permis l'acquisition aujourd'hui de matériel numérique extrêmement moderne. Ce sont des puces de transmission de réception et d'émission numérique, ainsi qu'un certain nombre de matériel qui permettra à ce test-outil national d'être au rendez-vous.

Pour les contenus. C'est vrai que la question s'est posée. Alors, comme on passe au numérique, nous allons avoir une plus grande capacité de diffusion, des canaux plus nombreux. Donc, nous aurons une capacité démultipliée par X. En tout cas, tout cela mérite que l'on regarde les contenus. Parce qu'il n'y a pas que des saints sur terre. Il y a aussi des gens qui ont d'autres motivations. Vous avez les risques terroristes. Vous avez toutes sortes de propagandes qui vont passer par ces canaux et qui atterrissent directement chez les citoyens. Nous devons protéger nos enfants. Les risques pédophiles et tout ça... Il faudra que l'on définisse une sorte de boîte de multiplexages quelques part, où il serait possible, lorsqu'il y a danger, au moins arrêter tel ou tel programme. Ce sera une affaire de professionnels. L'État jouera un rôle très marginal. Mais quelque part, il faudra quand même une surveillance des contenus. Il y va de la protection de nos citoyens et surtout de nos enfants.

Jean Kouchner : Monsieur le Président, si vous le permettez. Il y a dans la question des contenus, évidemment, cet aspect de protection mais il y a aussi un aspect qui est un aspect de promotion. Autrement dit, est-ce que vous ne craignez pas qu'avec l'arrivée d'investisseurs qui sont intéressés par les aspects commerciaux des nouvelles télévisions, qui sont prêts à inonder les ondes de feuilletons à bas coût, qui viennent de Chine, des États-Unis ou d'ailleurs... est-ce que vous ne croyez pas qu'il faut encourager plus la production réelle, nationale, représentant la culture de chaque pays concerné ?

Macky Sall : Vous posez là un vrai problème que nos sociétés connaissent depuis très longtemps. Vous vous rappelez le débat à l'Unesco déjà sur la nécessité de protéger la culture, l'information, il y avait un thème consacré... c'était : «le nouvel ordre mondial de la communication et de l'information». Mais il se prolonge jusqu'à présent. Je pense que même au niveau européen, il y a eu un débat assez houleux sur la nécessité de protéger la culture, le cinéma, face aux géants d'Hollywood, face à ces capitaux qui avalent tout. De la même façon, nous avons besoin, nous, de protéger une certaine production locale, parce que diversifiée, parce que enrichissante. C'est la diversité qui fait la richesse. Quelque part, nos états, notre organisation commune de la francophonie, doivent veiller à ce que les productions locales soient promues et protégées. Donc, promotion oui, protection également, dans une certaine mesure parce qu'il y va aussi de notre identité. De notre identité culturelle, de notre identité tout court. Pour que, quelque part, nous puissions nous-mêmes promouvoir ce que nous sommes. C'est un peu le sens du banquet, du donner et du recevoir si chers au Président Senghor. C'est de donner, mais aussi c'est de recevoir. Et c'est dans ce mélange, que nous arrivons à trouver l'équilibre dans la société moderne.

Pape Mady Dop : Monsieur le Président, vous revenez de Ouagadougou, où un gouvernement de transition vient d'être installé grâce à une médiation du Sénégal mais aussi de vos pairs africains. Avec le retour de la stabilité au Burkina Faso, comment entrevoyez-vous l'avenir politique du «pays des hommes intègres» ? Quelles leçons l'Afrique et ses dirigeants doivent tirer de cette situation ? Monsieur le Président, une question subsidiaire : êtes-vous prêt à défendre au niveau de la tribune de la francophonie l'idée de la limitation des mandats présidentiels en Afrique ?

Macky Sall : Vous voyez bien qu'un journaliste de la RTS qui interroge comme cela son président... Donc, la presse est vraiment libre. Médias publics, s'il vous plaît. Merci Pape Mady Diop, vous touchez là des questions très, très importantes. Oui, je suis rentré de Ouagadougou hier soir. Et nous avons tous été très émus lorsque, au moment du passage de témoin, le lieutenant-colonel [Yacouba Isaac] Zida, qui exerçait jusque-là les fonctions de chef de l'État, remettait les charges au travers du drapeau national au nouveau président choisi par consensus à la suite de l'adoption de la charte de la transition. Le militaire donnait ainsi le pouvoir au civil. C'était une image forte. Et cela doit finir de convaincre : en Afrique les changements anticonstitutionnels, que ce soit par coup d'État ou autres, ne sont pas acceptés et ne sont pas tolérables. Donc, que tous ceux qui rêvent de changer le pouvoir de manière anticonstitutionnelle se ravisent. Il n'y a pas d'avenir dans cette voie. Alors, il est clair que tout cela est parti d'une volonté de changement de la constitution. Je pense que la leçon doit être apprise, pour tout le monde, qu'il peut y avoir un danger à changer de manière unilatérale les règles du jeu. Maintenant, il appartient à chaque pays d'apprécier ce qui se passe chez lui ; à chaque peuple d'engager son combat. Moi, j'éviterai toujours de me présenter en donneur de leçons. Ce qui se passe au Sénégal, se passe au Sénégal. Bien sûr, nous avons des valeurs communes, qui sont des valeurs universelles de démocratie, de liberté, mais il appartient à chaque peuple de s'organiser pour vivre sa démocratie. Au Sénégal, je vous rappelle, il y a moins de trois ans, nous avons connu le même problème. Or, tout le monde pensait que notre pays était préservé à jamais. C'est pour vous dire qu'une démocratie, il faut toujours la défendre. Et nous avons été aussi amenés à dire «touche pas à ma constitution», «non à un troisième mandat»... Il a fallu tout l'engagement du peuple sénégalais devant l'assemblée que, heureusement, nous n'avons pas brûlé. Malheureusement, ça n'a pas été le cas à Ouagadougou. Le parlement a été brûlé. Pour que, finalement, le gouvernement retire son projet qui était un projet antidémocratique. Alors, soyez assurés, c'est pour la réduction des mandats, ce n'est pas l'augmentation.

Donc, moi je n'ai pas de problème de cette nature. J'inviterai, bien sûr, tout ceux qui ont des charges à essayer de respecter autant que faire se peut leur constitution. Mais je n'ai pas vraiment de leçons particulières à donner. Je me garderai de le faire. En tout cas, nous avons réalisé cette mission confiée par les chefs d'État avec beaucoup d'engagement, et par la grâce de Dieu, le peuple burkinabé a retrouvé l'équilibre. Maintenant, je souhaite aussi que cette transition soit pacifique, qu'elle se concentre autour de l'essentiel. Cet aveu que je formule. Il faut que les 12 mois qui viennent soient consacrés à aider le Burkina à aller vers des élections transparentes, libres, et démocratiques, et assurer la continuité de l'État. Il me semble que certaines réformes, certaines grandes réformes, certains grands chantiers, ne devront pouvoir être réalisés qu'avec l'avènement d'un nouveau président élu après la transition. Mais nous sommes là pour accompagner le peuple burkinabé et son gouvernement actuel, et donc la CEDEAO et l'ensemble de la communauté internationale.

Pape Mady Dop : Monsieur le Président c'est un sommet des chefs d'Etats francophones qui se tiendra à Dakar, ce sont des idées, des échanges mais aussi des résolutions et des

recommandations. En termes d'économie, quelles seront les retombées d'un tel sommet à Dakar ? Et, si vous me permettez Monsieur le Président, tout récemment vous avez pris part au sommet du G20, à Brisbane, en Australie, en tant qu'invité. Sur le chemin du retour, vous avez effectué un séjour en Italie et la cité du Vatican vous a ouvert ses portes. Vous avez rencontré le pape François. Au sortir de l'audience, une visite à Dakar du Saint-Père a été annoncée. Monsieur le Président, si vous confirmez l'information, à quelle date peut-on s'attendre à accueillir le pape au Sénégal ? En vérité, quel est le sens, quelle est la situation, bref quel est le cachet particulier que vous donnez à ce voyage papal à Dakar, quand on sait qu'en 1992, un de ses prédécesseurs, le pape Jean-Paul II, avait visité le Sénégal.

Macky Sall : D'abord, s'agissant du sommet de la francophonie. Il faut rappeler que le Sénégal accueille pour la seconde fois ce sommet après 1999. Et ce sommet de 2014, c'est une marque d'amitié que les peuples francophones nous font. Evidemment, c'est toujours un moment de plaisir que de recevoir toute la communauté francophone du monde. C'est aussi des opportunités d'échanges, de développement touristique, puisque nous avons une vocation d'ouverture, et je pense que des rencontres, comme celle d'aujourd'hui, comme la rencontre avec tous les acteurs et le forum des affaires francophones qui doit s'ouvrir au lendemain du sommet, sont des moments importants, qui devraient permettre au pays également, dans le concert des nations francophones, d'apporter sa contribution, sa touche, et de voir les opportunités d'affaires, compte tenu de notre «plan Sénégal émergent», qui est aujourd'hui en train d'être mis en œuvre. Donc, c'est, je pense, avec beaucoup d'intérêt que nous allons recevoir ce sommet. Surtout au moment où le président Abdou Diouf, excellent secrétaire général de l'OIF, devra quitter ses fonctions. Il était normal que le Sénégal l'accueille et l'honore à cette occasion.

S'agissant du G20. Oui j'y ai participé j'y participe en tant que président d'une EPAT, au titre de l'Afrique. C'est toujours aussi l'occasion de porter la voix du continent sur les problèmes de l'heure, sur la nécessité d'attirer l'attention du monde développé sur le fait que l'Afrique d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement une Afrique où il y a Ebola. C'est vrai, Ebola est aujourd'hui présent dans l'Afrique de l'Ouest, avec le drame que nous connaissons, le nombre de victimes. Les africains se battent autant qu'ils le peuvent. Mais c'est une maladie qui doit être prise en charge au niveau planétaire. Et on voit bien la panique que cette maladie cause au monde entier. Et si le monde entier ne se mobilise pas, comme ce fut le cas dans le passé pour la peste, pour la tuberculose, pour le sida... c'étaient les mêmes paniques au départ. Aujourd'hui, avec Ebola, on voit bien que si l'on s'organise bien, on peut contenir la maladie et l'éliminer. Il faut une organisation. Il faut une solidarité réelle. J'ai eu à dire au G20 : la solidarité suppose également que les africains soient partie prenante de ce qui se fait. On a des déclarations d'intention, on a beaucoup d'annonces.

Je leur ai dit, la question concrète du vaccin contre Ebola, c'est une question que le G20 aurait pu prendre en charge ou pourrait prendre en charge. Puisque le vaccin sera trouvé très bientôt, c'est clair, il coûtera combien ? On nous parle de 100 \$ la dose, c'est hors de portée, même de certains pays développés, a fortiori de pays en développement comme les nôtres. Parce que 100 \$ le vaccin, si vous devez vacciner ne serait-ce que la moitié de la population sénégalaise, vous êtes à 6 millions de doses, à 100 \$ la dose. Donc, je crois que là l'humanité interpelle les plus grands aussi. Et nous autres, Africains, devons aussi faire des efforts, en interne, pour traiter de nos systèmes de santé, répondre face aux défis qui se posent dans la population. Et je dois dire que le G20 a été très réceptif et des engagements très fermentés pris. Mais au-delà de ces engagements, il faut reconnaître que certains pays se sont caractérisés par leur appui immédiat. C'est le cas de la France qui

intervient massivement en Guinée. C'est le cas des États-Unis d'Amérique qui interviennent à la fois au Libéria et en Sierra Leone, en Guinée aussi. C'est le cas aussi du Royaume-Uni. Et les autres s'y sont mis. Nous-mêmes, nous avons ouvert un corridor humanitaire, pour permettre l'acheminement de l'aide vers ces pays. Et depuis une semaine, nous avons rouvert la frontière aérienne malgré la situation puisque solidarité oblige. Mais solidarité dans la vigilance. Et c'est ce que le Sénégal essaie de faire malgré, parfois, l'incompréhension des pays touchés. Nous sommes à la fois solidaires et vigilants pour qu'Ebola ne se propage pas de façon incontrôlée à travers le monde.

S'agissant de ma visite en Italie. J'ai eu le plaisir et l'honneur de rencontrer le pape François. Alors, il ne faut pas aller vite en besogne. Je lui ai adressé une invitation. Il m'a répondu qu'il souhaiterait bien venir au Sénégal. Nous en sommes là pour le moment.. Tournée d'étape ou autre, nous n'en sommes pas encore là. Il faut souhaiter qu'il puisse venir, à l'image de Jean-Paul II qui a visité notre pays. Et je lui ai dit que nous étions un pays tout à fait à part, qui vit une pluralité religieuse extraordinaire. Certains de mes collaborateurs m'avaient accompagné, dont le chef de l'escadrille militaire; mon pilote personnel qui est un chrétien. Il était très heureux de rencontrer le pape naturellement. Tout comme mon ministre des forces armées, le ministre général de la présidence de la République qui est le ministre de la fonction publique, des ministres conseillers dans mon cabinet, ce sont tous des chrétiens. Et je me disais que le Sénégal, qui a au moins 95 % de musulmans parmi sa population, vit une parfaite entente ou en tous cas une cohabitation parfaitement vécue entre communautés chrétiennes et musulmanes. Donc, le dialogue islamo-chrétien, il se pratique chez nous de façon naturelle. Et ça, c'est aussi quelque chose de remarquable que nous devons préserver. Ce n'est pas un hasard si, à Ziguinchor, nous avons des cimetières communs. Et cela, il faut continuer à le véhiculer face aux intolérances et aux intégrismes qui se développent et qu'il faut par tous les moyens neutraliser de façon définitive. Donc, ça a été une visite importante. Le pape François, grand humaniste, prie pour notre pays, prie pour l'humanité, et souhaite également visiter notre pays. Prions ensemble pour que cela soit.

Jean Kouchner : Merci Monsieur le Président. Nous voilà au terme de l'interview. Je voulais à nouveau vous remercier pour vous être prêté au jeu, vous remercier pour votre aide. Merci aussi l'OIF qui est représentée par Monsieur Hervé Bourges est aussi Tidiane Diop qui est le responsable média de l'OIF, qui nous a non seulement accompagnés tout au long de ces Assises et qui le fait depuis un certain nombre d'années. Il vous appartient maintenant Monsieur le Président, si vous le voulez bien, de conclure les travaux de nos quarante-troisièmes Assises.

Macky Sall : De toute façon mon discours n'a plus d'objet. Avec cette conférence de presse... Je pense que seulement, remercier d'abord l'envoyé spécial aux Assises du secrétaire général de l'OIF, Monsieur Hervé Bourges, le remercier pour toute son œuvre au service de la presse et de la communication. Et également remercier le président de l'Union de la Presse Francophone. Féliciter notre compatriote, Madiambal Diagne, pour cette confiance de ses pairs. Confiance qui honore également le Sénégal. Féliciter l'ensemble des membres du bureau nouvellement élu. Et remercier très sincèrement Jean Kouchner, ainsi que tous nos amis, pour votre engagement personnel à faire de ces Assises de Dakar, une réussite.

Je crois que nous vous devons cela à Madiambal. Vous avez été persuasif. Vous m'avez persuadé à l'époque que c'était important, alors que je ne connaissais pas du tout l'importance de l'UPF. Je la connais aujourd'hui. Je connaissais par le passé l'APF, en tant

que parlementaire francophone. J'étais président de l'assemblée des parlementaires francophones. Mais l'UPF, je pense, est une organisation historique de la francophonie qu'il faut soutenir, qu'il faut accompagner. Et croyez-moi, je ferai le plaidoyer auprès de mes pairs pour que la Déclaration de Dakar de vos Assises soit prise en compte par le sommet. Je voudrai simplement m'arrêter là et dire que, consacrer la formule magique, parce qu'il faut le faire, que c'est sur cette note, que je déclare closes les Assises de la 43e session de l'Union de la Presse Francophone et vous remercie de votre aimable attention.

Vous pouvez également suivre des extraits de l'interview dans l'émission qui lui a été consacrée sur RFI : «Atelier des Médias», sur le lien suivant <http://www.rfi.fr/emission/20141129-presse-francophonie-sommet-dakar-sall-kouchner-upf/>